

LA PAROLE CITOYENNE EN MUTATION : LE COMITÉ DES
CITOYENS DU VIEUX-QUÉBEC DEPUIS 1975

Par
Patrik Garon et
Amélie Boisvert

Sous la direction de madame Andrée Fortin et de monsieur Dominique Morin
et
sous la supervision de monsieur François Talbot

LA PAROLE CITOYENNE EN MUTATION : LE COMITÉ DES
CITOYENS DU VIEUX-QUÉBEC DEPUIS 1975



REMERCIEMENTS

La réalisation de la présente recherche, débutée en septembre 2005, repose sur la collaboration de nombreuses personnes qui ont accepté de nous consacrer une partie de leur temps et de leurs conseils. Le défi était de taille et votre appui, de quelle que nature fut-il, a été indispensable. Nous tenons à remercier ces personnes pour leur contribution à une meilleure compréhension de notre domaine d'étude et des phénomènes sociaux nous intéressants ici.

Madame Andrée Fortin, professeure au département de sociologie de l'Université Laval, votre support constant et vos judicieux conseils apparaissent dans chacune des réflexions dégagées dans ce rapport final. Monsieur Dominique Morin, chargé de cours au *Laboratoire de recherche*, ainsi que François Talbot, assistant; vos corrections nous ont servi de balises tout au long de l'année. Nous tenons finalement à remercier Monsieur Étienne Berthold, secrétaire au Comité des citoyens du Vieux-Québec (CCVQ), de nous avoir consacré quelques heures de son précieux temps, afin de mener à bien cette recherche. Le Vieux-Québec et ses résidants prennent toute une autre signification maintenant.

Mais avant tout, nous tenons à souligner le support constant de nos parents respectifs. Votre contribution à ce projet n'a d'égal que la portée immense que cet exercice accorde à notre vie future. C'est à vous que revient tout ceci !

RÉSUMÉ

EN 2006, LE COMITÉ DES CITOYENS DU VIEUX-QUÉBEC (CCVQ) FÊTE SON TRENTIÈME ANNIVERSAIRE ET UNE RÉTROSPECTIVE EST DEMANDÉE POUR CONNAÎTRE *LES PÉRIODES MARQUANTES DE SON HISTOIRE*. CETTE RÉTROSPECTIVE SOCIO-HISTORIQUE S'APPUIE SUR DES ENTREVUES AVEC DES ACTEURS CLÉS ET AVEC L'ENSEMBLE DES ANCIENS PRÉSIDENTS DISPONIBLES, AINSI QUE SUR L'ANALYSE DES DIFFÉRENTES ARCHIVES DU COMITÉ. L'INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS MONTRE QUATRE PÉRIODES MARQUANTES. LES PREMIÈRES ANNÉES SONT FORTES EN REVENDICATIONS DE TOUTE SORTE. ELLES VISENT LA DÉMOCRATISATION DE L'ADMINISTRATION MUNICIPALE POUR DONNER PAROLE AUX CITOYENS. AVEC LA CRÉATION DES CONSEILS DE QUARTIER, REPRÉSENTANT UNE VICTOIRE POUR CERTAINS MEMBRES, LA MILITANCE AU SEIN DU COMITÉ S'ESSOUFFLE: CETTE DEUXIÈME PÉRIODE DURE CINQ ANS. EN 1987, L'INSCRIPTION DU VIEUX-QUÉBEC À LA LISTE DES VILLES DU PATRIMOINE MONDIAL ACCORDE UN NOUVEAU SOUFFLE AU COMITÉ ET DES RÉSIDANTS FORMENT UN NOUVEAU CONSEIL D'ADMINISTRATION. DANS CETTE TROISIÈME PÉRIODE, LE PATRIMOINE APPARAÎT COMME UN IMPORTANT CHEVAL DE BATAILLE. LE COMITÉ AGIT DAVANTAGE EN CONCERTATION, PLUTÔT QU'EN OPPOSITION. LES MEMBRES PRÉSENTENT LEUR POSITION DE FAÇON RÉFLÉCHIE ET STRUCTURÉE, COMME EXPERTS DU QUARTIER. AU DÉBUT DE L'AN 2000, DANS LA DERNIÈRE ET QUATRIÈME PÉRIODE, LES MEMBRES CONCENTRENT LEUR EFFORT SUR UN DOSSIER IMPORTANT : LE PLAN DE DÉVELOPPEMENT ET D'AMÉNAGEMENT DE LA VILLE DE QUÉBEC (PDAD).

FAITS SAILLANTS

- En 2006, le Comité des citoyens du Vieux-Québec (CCVQ) fête son trentième anniversaire et une rétrospective est demandée pour connaître *les périodes marquantes de l'histoire du CCVQ*.
- Cette rétrospective montre qu'au fil de son histoire, les objectifs du Comité se transforment selon quatre périodes marquantes.
- En 1975, des militants de plusieurs âges et de plusieurs milieux fondent le Comité de Citoyens du Vieux-Québec (CCVQ) dans le but de protéger et défendre les intérêts des citoyens du quartier.
- Un lien serré se tisse entre les membres et le Comité agit dans la logique d'une lutte quotidienne. Pour eux, la défense des intérêts des citoyens passe par une démocratisation de l'appareil municipal et une revendication de leurs droits. Ensemble, ils prennent part à une multitude d'actions, souvent du cas par cas, pour améliorer leur qualité de vie et préserver leur quartier.
- En revanche, l'Administration municipale crée les Comités de quartier et le parti du Rassemblement populaire s'intéresse, pour une première fois, aux questions de la population. Pour le Comité, l'Administration municipale espère ainsi récupérer les membres. Pour d'autres, un des objectifs fixés par le Comité est remporté.
- La deuxième période, débutant en 1982, est marquée par un essoufflement de la militance au sein du Comité.
- L'inscription du Vieux-Québec à la liste des villes du patrimoine mondiale de l'UNESCO en 1986 insuffle un regain d'énergie aux résidants et un nouveau Conseil d'administration relance le Comité.
- Dans cette troisième période, la protection et la mise en valeur du patrimoine mondial deviennent deux thèmes centraux pour le Comité. Cette protection s'inscrit dans un ensemble urbain vivant et habité des résidants, de plus en plus touristique: le quartier.
- Misant sur une concertation avec l'ensemble des acteurs importants agissant dans le Vieux-Québec, le Comité prend part aux débats sur le développement du quartier. Il présente sa position d'une façon constante, réfléchie et argumentée, comme expert du quartier. Le Comité passe ainsi d'une lutte quotidienne à une lutte institutionnelle.

- Au début des années deux mille, on observe une continuité dans le *membership* du CCVQ : les Conseils d'administration se succèdent et le nombre de membres se multiplie.
- Pour l'administration municipale de la ville de Québec, l'arrivée du nouveau millénaire est marquée par les fusions municipales, la fin du mandat du maire Jean-Paul l'Allier et l'arrivée de madame Andrée Boucher. Ces changements interviennent sur les relations avec l'organisation municipale, pouvant même ralentir les démarches et les positions du Comité dans certains dossiers.
- Le Conseil d'administration concentre alors son énergie sur un dossier: le Plan directeur de développement et d'aménagement (PDAD) de la ville de Québec. Les luttes du Comité, encore à caractère institutionnel, misent sur le long terme et visent des projets globaux.

TABLES DES MATIÈRES

LA PAROLE CITOYENNE EN MUTATION : LE COMITÉ DES CITOYENS DU VIEUX-QUÉBEC DEPUIS 1975	11
PARTIE I- PRÉSENTATION DE LA RECHERCHE	13
CHAPITRE 1- LE COMITÉ DES CITOYENS DU VIEUX-QUÉBEC FÊTE SES TRENTE ANS : BREF PORTRAIT DU COMITÉ	13
CHAPITRE 2- CHANGEMENT SOCIAL : LA RÉVOLUTION TRANQUILLE ET SON IMPACT SUR LA VILLE DE QUÉBEC	14
2.1 Des mouvements sociaux aux comités de citoyens	15
2.2 Le patrimoine et le tourisme: particularités du Vieux-Québec	19
CHAPITRE 3- LES MOMENTS MARQUANTS DU COMITÉ DES CITOYENS DU VIEUX-QUÉBEC : L'HYPOTHÈSE	20
CHAPITRE 4- LA MÉTHODE	21
4.1 Approche systémique et méthode historique	21
4.1.1 Anciens présidents et membres du Comité	22
4.2 Cueillette de données	22
4.2.1 L'instrument de cueillette de données	23
4.2.2. Des Murmurs aux mémoires : les archives consultées	23
4.3 Analyse thématique	24
PARTIE II- LE COMITÉ DES CITOYENS DU VIEUX-QUÉBEC EN QUATRE TEMPS	27
CHAPITRE 5- 1975-1981 : LA REVENDICATION	27
5.1 L'identité du Comité : un «nous» fusionnel	27
5.2 Entre le Comité et les citoyens : un lien tricoté serré	28
5.3 Revendication et coups d'éclat : idéologie, dossier et action	29
5.4 Des mondes à part : le Comité face à ses interlocuteurs	32
5.5 Un début actif et houleux ... finissant par manquer souffle ?	35
CHAPITRE 6- 1987-1999 : LA CONCERTATION	37
6.1 L'identité du Comité : le patrimoine comme cheval de bataille	37
6.2 Institutionnalisation du lien communautaire	39
6.3 Patrimoine et concertation : idéologie, dossier et action	42
6.4 Vers une fusion : le Comité avec ses interlocuteurs	45
6.5 Un départ vers une continuité	47
CHAPITRE 7- 2000-2006 : RATIONALITÉ EFFICACE	48
7.1 Tous les œufs dans le même panier : plan directeur de développement et d'aménagement	48
7.2 Militance éclectique	49
7.3 Un même monde : le Comité et ses interlocuteurs	51
L'IDENTITÉ DU COMITÉ DES CITOYENS DU VIEUX-QUÉBEC: L'HEURE DU CHOIX	55
8. BIBLIOGRAPHIE	59
8.1 Ouvrages	59

8.2 Archives du Comité des citoyens du Vieux-Québec	60
8.2.1 Revue Mursmurs	61
8.3 Documents électroniques	61
ANNEXE I- LES HUIT ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE QUÉBEC	62
ANNEXE II- LES DIFFÉRENTS QUARTIERS COMPOSANT L'ARRONDISSEMENT DE LA CITÉ	63
ANNEXE III- LE QUARTIER DU VIEUX-QUÉBEC	64
ANNEXE IV- LES QUATRE TEMPS DU COMITÉ : LES PRÉSIDENTS DU CCVQ ET LES REPRÉSENTANTS DE LA VILLE DE QUÉBEC	65
ANNEXE V- CLASSIFICATION DES QUESTIONS SELON LES OBJECTIFS	66
ANNEXE VI- SCHÉMA D'OPÉRATIONNALISATION	69
ANNEXE VII- SCHÉMA D'ENTREVUE	70
ANNEXE VIII- ARCHIVES	72
ANNEXE IX-LES OBJECTIFS INITIAUX DU CCVQ	75
ANNEXE X- LES OBJECTIFS DU COMITÉ, DEPUIS 1989	76

La Grande-Allée, dans ses oripeaux de théâtre, s'allonge jusqu'à la porte Saint-Louis. Touristes et fonctionnaires de passage déambulent au long des trottoirs. Font trois petits tours et puis s'en vont. Ne sont pas nés ici. Ne mourront pas ici. Tout juste de passage. Dormir une nuit ou deux. Manger et boire. Fumer un joint. Courir les filles ou les garçons. Se promener en calèche. Ni naissances ni morts (sauf accidents) à l'intérieur de maisons de pierres badigeonnées de couleur. Mais où sont les gens? Les vrais. Ceux qui ont eu vie liée avec les boiseries sombres, les sous-sols incommodes, les escaliers tuants, les étages empilés, les cheminées ronflantes. Se sont-ils retirés, dorment-ils de leur dernier sommeil, murés dans la pierre de taille de leurs demeures, aux larges bow windows?

Anne Hébert, *Le premier jardin, Paris, 1988, p.21*

LA PAROLE CITOYENNE EN MUTATION : LE COMITÉ DES CITOYENS DU VIEUX-QUÉBEC DEPUIS 1975

La parole a toujours occupé une place importante dans la vie en société. Individuellement ou collectivement, elle permet de faire connaître ses positions. Si le premier comité de citoyens apparaît à Montréal dès les années 1960, le Comité des citoyens du Vieux-Québec (CCVQ) naît au milieu des années 1970 et son action dans la Vieille-Capitale se perpétue depuis ce temps. Pour le trentième anniversaire de naissance du Comité, le présent Conseil d'administration cherche à retracer, *dans l'histoire du Comité, quels sont les moments forts des trente dernières années.*

À partir de la théorie générale du mouvement social d'Alain Touraine, nous proposons une revue des différentes époques traversées par le Comité des citoyens du Vieux-Québec depuis sa création. Avec la prise de parole populaire des années 1960, les citoyens du Québec espèrent prendre part aux décisions politiques. Leurs actions s'adaptent au contexte politique dans lequel ils vivent. La prise de parole sur la vie quotidienne demeure la façon dont les résidents du Vieux-Québec font valoir leur position à travers les décennies.

Notre rétrospective se base essentiellement sur des entrevues avec des anciens présidents du Comité et des personnalités clés, ainsi que sur les archives du Comité. Les quatre premiers chapitres de la première partie du rapport présentent les principaux concepts utilisés, ainsi que la méthode servant de base à la rétrospective. La deuxième partie du rapport présente l'histoire des trente années d'existence du Comité, en quatre différentes périodes : le chapitre cinquième décrit la naissance du Comité (1975 à 1982), féconde en revendications. Dans cette période, les actions menées visent un changement de l'administration municipale. Le chapitre sixième présente la période de concertation, où le Comité se positionne d'une façon constante et réfléchie dans tous les débats touchants le Vieux-Québec. Finalement, le chapitre septième expose la période où le Comité concentre son énergie sur un dossier principal.

La conclusion revient sur l'histoire du Comité depuis 1975. Les principales étapes de la vie du Comité sont présentées, accompagnées des moments forts pour chacune d'entre elles. L'inscription du Comité dans un cadre plus général passe par un coup d'œil global sur ses différentes actions. Depuis sa naissance, le CCVQ a évolué : des nouveaux citoyens adhèrent au Comité et d'autres perpétuent leur implication ; les objectifs se transforment et l'orientation du Comité change. Chaque président du Conseil d'administration marque son époque et des personnalités importantes s'y ajoutent. Au commencement de ce nouveau millénaire, le rapprochement entre le CCVQ et ses interlocuteurs, ainsi que la façon de penser le Comité ont des impacts sur la mobilisation des membres : l'heure est au choix.

PARTIE I- PRÉSENTATION DE LA RECHERCHE

CHAPITRE 1- LE COMITÉ DES CITOYENS DU VIEUX-QUÉBEC FÊTE SES TRENTE ANS : BREF PORTRAIT DU COMITÉ

Le Comité des citoyens du Vieux-Québec (CCVQ) est né en 1975 du regroupement de quelques personnes, en réaction au développement urbain dans le quartier du Vieux-Québec¹. Des problèmes d'aménagement, le manque de stationnement pour les résidants, la prolifération des bars et la démolition d'immeubles entraînent l'exode d'une part importante des résidants du quartier et la disparition de commerces et de services. Dans ce contexte, une partie de la population du Vieux-Québec décide de prendre la parole et fonde le CCVQ. Contrairement à d'autres comités de citoyens, comme celui de St-Roch, le CCVQ se forme tout d'abord au cœur du Quartier Latin² et ses membres sont scolarisés.

Dès sa naissance, le fonctionnement du CCVQ repose sur l'adhésion volontaire de résidants du Vieux-Québec et non sur des animateurs sociaux. Un conseil d'administration élu, dont les membres renouvellent leur mandat à tous les deux ans, pilote les principaux dossiers. Depuis 2004, les objectifs du CCVQ sont de promouvoir la fierté d'habiter le Vieux-Québec et une qualité de vie convenable pour les résidants. Cela se traduit par la participation du Comité aux décisions concernant le développement urbain et touristique du quartier.

¹ Les trois premières annexes situent géographiquement le quartier du Vieux-Québec. En annexe I, les différents arrondissements de la Capitale-Nationale sont présentés. L'arrondissement de La Cité, auquel le quartier est rattaché est présentée en annexe II. Finalement, le quartier du Vieux-Québec, composé de la Basse-Ville et de la Haute-Ville, est présenté en annexe III.

² Jusqu'aux années cinquante, le Vieux-Québec abritait des centaines d'étudiants de l'Université Laval, logeant alors dans les chambres et les mansardes des vieilles maisons du Vieux-Québec. L'Université (sauf l'École d'architecture) est déménagée à Sainte-Foy, mais l'appellation «quartier latin» a conservé la trace de cette époque et désigne le Vieux-Québec Haute-Ville.

Au fil des ans, des résidants du quartier se greffent au groupe initial et le CCVQ accroît le nombre de membres. Après de premières années fertiles en revendications et en actions, l'implication au sein du Comité fléchit, puis cesse tout à fait en 1982. À la suite de l'inscription de l'arrondissement historique de Québec à la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO³ un regain d'intérêt se manifeste. En mai 1987, dans le cadre de la consultation sur le Plan directeur d'aménagement et de développement de Québec : *Québec : an 2000. Votre vision*, des résidants du Vieux-Québec présentent un mémoire à Ville de Québec, *Québec, joyau du patrimoine mondial*. Les propositions contenues dans ce mémoire relancent le débat sur la qualité de vie dans le Vieux-Québec, maintenant liée à un patrimoine reconnu par l'UNESCO. Le Comité renaît en 1987.

CHAPITRE 2- CHANGEMENT SOCIAL : LA RÉVOLUTION TRANQUILLE ET SON IMPACT SUR LA VILLE DE QUÉBEC

Situer la création du CCVQ dans le contexte socio-politique des années 1960 permet de mieux comprendre son apparition et ses objectifs initiaux. Quinze ans avant la création du Comité, le Québec est plongé dans une importante période de changements socio-politiques. La société québécoise est en pleine ébullition et les valeurs changent. Le Québec entre dans la Révolution tranquille :

Ce que la mémoire collective retient surtout des décennies 1960 et 1970, c'est la montée du nationalisme et, plus généralement, l'affirmation collective des Québécois. C'est la Révolution tranquille. Les institutions étatiques se développent : Hydro-Québec prend son essor à la faveur de la nationalisation du réseau électrique et on assiste à la création des ministères des Affaires culturelles (1961) et de l'Éducation (1964).

(FORTIN, 1999 :12)

Le gouvernement s'implique davantage dans la gestion publique pour assurer le développement de la province. On crée des ministères et les municipalités québécoises modifient aussi leur façon d'administrer. « La situation financière des municipalités est souvent mal en point et dépend d'une assiette fiscale saturée. Dans cette perspective, la « rénovation urbaine » devient un élément important de la pratique économique de la ville» (RACICOT, 1972 :77). Le Vieux-Québec n'échappe pas à la « rénovation » massive

³ *United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization*

entreprise par les municipalités québécoises pour tenter d'améliorer leurs finances publiques.

De façon générale, l'administration municipale de la ville de Québec veut « moderniser » son architecture et encourager le réaménagement du centre-ville. Durant ces années, des infrastructures immobilières et routières sont construites : complexes G et H sur la colline parlementaire, Place-Québec et Place Samuel Holland. Des immeubles sont démolis et une série de complexes hôteliers voit le jour. En construisant l'autoroute Dufferin et certains stationnements souterrains, comme celui de l'Hôtel de Ville et de Place d'Youville la ville veut « ouvrir le passage à l'automobile » (CCVQ, 1990 : 02). Dans cette volonté de modernisation, la ville de Québec emboîte le pas à Montréal, dont le maire de l'époque, Jean Drapeau, souhaitait aussi « moderniser les institutions municipales et la gestion de la Ville. En conséquence, le paysage urbain allait aussi subir les influences de cette philosophie » (DROUIN, 2005 : 29).

Ces changements affectent considérablement la vie des résidents des municipalités québécoises. Dans le Vieux-Québec, la rénovation des logements entraîne une hausse de l'évaluation foncière et une augmentation substantielle des taxes municipales. Cette « modernisation » contraint les moins fortunés à déménager: ils n'ont plus les moyens d'habiter les immeubles nouvellement rénovés, dont les loyers ont considérablement augmenté.

2.1 Des mouvements sociaux aux comités de citoyens

Selon Manuel Castells, la réalité socio-politique des années 1960 et les réaménagements urbains amènent dans plusieurs villes québécoises, comme Québec et Montréal, la multiplication de mouvements sociaux urbains. « Ces mouvements remettent en cause l'ordre établi à partir des contradictions spécifiques de la question urbaine » (CASTELLS, 1973 : 12). C'est ainsi que ce contraste entre la complexité grandissante des problèmes urbains et la désorganisation des populations a montré l'urgence de l'animation et de l'organisation des citoyens (QUESNEL, 2000 :12). Le CCVQ s'inscrit dans cette lancée,

puisqu'il rejette les développements urbains mis de l'avant par le gouvernement du Québec dans les années 1960.

Analyser les mouvements sociaux selon Alain Touraine c'est, à coup sûr, parler du triangle identité-opposition-totalité. Pour qu'un mouvement social prenne forme, il faut tout d'abord que les acteurs sociaux prennent conscience de ce qu'ils sont. Ce faisant, ils deviennent une catégorie pour eux-mêmes et définissent ce qu'ils sont : ils se créent une identité. Cette définition ne peut se faire, selon Touraine, sans une comparaison avec ce que ces acteurs sociaux considèrent comme étant leur altérité, leur adversaire. Pour exister, le mouvement doit cerner ce qui constitue son opposition. Cette opposition deviendra pour lui la barrière à franchir pour accéder à une plus grande maîtrise de son destin. Globalement, le mouvement social doit s'insérer dans un projet social; nous parlerons alors de totalité. Le projet qu'il portera doit être d'intérêt général plutôt que de ne consister qu'en des revendications parcellaires. Sinon, ce serait davantage une lutte ou une revendication, et non un mouvement. Plus encore, le mouvement social doit proposer une définition de la société qui profitera à tous si ses objectifs finissent par être couronnés de succès. Il deviendra porteur d'un destin commun.

Touraine précise aussi, dans *La voix et le regard*, que « le mouvement social est la conduite collective organisée d'un acteur de classe luttant contre son adversaire de classe pour la direction sociale de l'historicité dans une collectivité concrète » (TOURAINÉ, 1978 : 104). Le mouvement social peut aussi prendre la parole au nom d'un acteur collectif autre qu'une classe, par exemple les homosexuels, les jeunes, les femmes, etc. Le mouvement peut aussi devenir le porte-parole d'une société dominée ou d'une ethnie, comme un mouvement nationaliste. Mais, sans opposition ou sans adversaire, le mouvement social n'existe pas. De plus, un mouvement social agit au nom de certaines valeurs supérieures, de grands idéaux et vise un changement social global.

Touraine renchérit en ajoutant que « ce qui caractérise finalement le mouvement social, c'est d'abord que l'enjeu y est l'historicité elle-même et non pas la décision institutionnelle ou la norme organisationnelle (...) » (TOURAINÉ 1978 : 109). Dans ce

dernier cas, on ne parlerait pas de mouvement, mais de « lutte ». Les mouvements sociaux ont ainsi une influence sur le développement des sociétés, ils s'inscrivent dans l'histoire en exerçant une fonction de pression.

La naissance du Comité des citoyens du Vieux-Québec a permis l'éclosion d'un projet de destin commun : l'espoir d'une société où la parole citoyenne serait entendue et aurait la force de changer le cours de l'histoire. Les acteurs sociaux donnant le coup d'envoi à ce projet social se sont d'abord définis comme étant des pionniers dans le domaine des luttes citoyennes. Par la contestation, la revendication et la réflexion, ils ont agi pour tenter de percer le mur de l'administration de la ville de Québec. Cette bataille devenait le moyen de parvenir à la maîtrise d'un destin semblant leur échapper.

À la lumière de ces définitions de Touraine, il semble a priori que l'enjeu poursuivi par le CCVQ n'est pas l'historicité, mais davantage les décisions institutionnelles et la norme organisationnelle. La position adoptée par le Comité dans différents dossiers s'oppose à celle de l'administration municipale, au maire, au conseil municipal et à diverses commissions organisées par la Ville de Québec. Le Comité veut devenir l'interlocuteur majeur dans toutes les décisions concernant le Vieux-Québec. En ce sens, cela constitue une lutte au sens de Touraine (1978), plus qu'un mouvement social. C'est notamment ce que nous cherchons à vérifier.

Si le CCVQ ne constitue pas en lui-même un mouvement social, peut-on le rattacher à un mouvement, celui du « communautaire » ? Dans « La participation politique : des comités des citoyens... », Andrée Fortin (1991) expose quatre étapes caractérisant la trajectoire du mouvement communautaire, de 1960 à 1980.

La première étape est l'apparition de la participation comme préoccupation théorique et politique. Les animateurs de ces mouvements se considéraient comme accoucheurs d'une prise de parole populaire ayant pour but d'exprimer les besoins de la population et ses revendications. C'est dans ces années qu'on voit apparaître le premier comité de citoyens, celui du quartier St-Henri, en 1963, à Montréal. Le comité de citoyen se définit alors

comme un « groupe de personnes identifiées à leur milieu se réunissant et qui ne sont ni un élément reconnu de la structure politique, ni un corps intermédiaire » (BLONDIN, 1968 : 117).

Un groupe de recherche sur la vieille Capitale, ÉZOP-Québec⁴, raconte la naissance des comités de citoyens dans la ville de Québec, correspondant à la deuxième étape présentée par Fortin :

Au fil des années 1960, la démarche d'animation sociale se diffuse, au point où l'on en arrive à parler de mouvement. Le mot d'ordre est la participation, terme polysémique interprété, au choix, de façon très politique ou culturelle. Du côté politique, mentionnons : à Québec, les comités des citoyens de l'aire Dix (St-Roch) et de Saint-Sauveur.

(ÉZOP-QUÉBEC, 1981 : 310.)

Il faudra attendre la troisième période repérée par Fortin pour y inscrire spécifiquement le CCVQ. C'est l'étape de radicalisation et de polarisation dans les mouvements sociaux. « Vers 1970, la participation est de moins en moins comprise comme expression démocratique des besoins et des opinions ; l'objectif est de participer aux prises de décisions, de prendre le pouvoir » (FORTIN, 1991 : 07-08). La naissance du Comité des citoyens du Vieux-Québec en 1975 se déroule dans ce contexte de revendication et d'opposition aux développements urbains dans le Vieux-Québec. Manuel Castells écrit au sujet du changement d'orientation des comités de citoyens :

Participant de ce mouvement d'ensemble au milieu des années 1960, les comités de citoyens au Québec sont passés de l'assistance à la revendication, et leurs cadres se sont progressivement transformés, à la fois en terme de recrutement et du point de vue de leur orientation : la politique leur est apparue comme une suite logique des luttes partielles dans les quartiers.

(CASTELLS, 1973 : 55.)

Enfin, la quatrième période, à partir de 1980, se caractérise par un développement communautaire et économique accru. Au sein des groupes se réorganisent le travail et sa division visant une efficacité. Une cinquième période de développement du mouvement communautaire pourrait être ajoutée à celles de Fortin, puisqu'à « l'approche de l'an

⁴ «ÉZOP-Québec signifie deux choses : tout d'abord, un objet de recherche. Il s'agit de faire l'étude des zones prioritaires d'interventions dans la ville de Québec. Cette recherche est menée par un groupe de sociologues. Deuxième signifiant : un long ouvrage de quatre tomes publiés en 1972 exposant ces recherches» (ÉZOP-QUÉBEC, 1981 : 12).

2000, les mouvements sociaux luttent plus souvent pour une plus grande justice sociale et contribuent à démocratiser les processus concernant les enjeux de la politique locale» (HAMEL, 2001).

Pour rapporter ces périodes de développement du mouvement communautaire au Comité des citoyens du Vieux-Québec, la troisième période du CCVQ, après un moment mort, débute en 1988. Cette troisième période s'inscrit davantage dans un rapport de concertation et de coopération avec la municipalité. Les objectifs du Comité ont changé, puisque la vie de quartier du Vieux-Québec est liée depuis 1986 à un cadre patrimonial décrété par l'UNESCO.

2.2 Le patrimoine et le tourisme: particularités du Vieux-Québec

Le cas du Vieux-Québec est spécifique. Ce secteur a la double particularité d'être un lieu patrimonial et un lieu habité par des résidents. D'une part, la ville de Québec doit composer avec le défi de figurer sur la liste du patrimoine mondial : « Cela apporte bien sûr notoriété et prestige, mais, en contrepartie, c'est aussi reconnaître sa responsabilité envers la communauté internationale et tout mettre en œuvre pour assurer la sauvegarde des lieux » (VILLE DE QUÉBEC, 2006 : site en ligne). Le patrimoine mondial présent dans le Vieux-Québec s'oppose à l'ensemble vivant et habité. D'autre part, l'administration municipale doit négocier avec les habitants du quartier. Cette inscription du Vieux-Québec à la liste du patrimoine mondial entraîne un afflux important de touristes : « Plus de 4 millions de touristes visitent chaque année l'arrondissement historique de Québec. Le ratio habitants/visiteurs est de 1/760 dans le Vieux-Québec. À Venise, la ville la plus visitée au monde, il est de 1/94 » (VOISARD, 2005). Les services et les commerces disponibles dans le quartier s'orientent de plus en plus vers les touristes. Les résidents perdent alors des services essentiels. Ainsi, une autre opposition naît entre le tourisme et les retombées économiques et la qualité de vie des résidents.

Dans *Le combat du patrimoine à Montréal*, Martin Drouin (2005) analyse le lien entre les municipalités et le patrimoine. Drouin montre « qu'au Québec, ce fut l'État qui prit les

commandes de la conservation du patrimoine en tentant, à partir des années 1970, de légitimer l'existence d'une nation, étendue à l'ensemble du territoire de la province, et en identifiant un patrimoine porteur d'une « identité québécoise » (DROUIN, 2005 : 11). L'État peut ainsi protéger le patrimoine de la modernisation et de l'urbanisation croissante. C'est à cette époque que Jean-Paul L'Allier, alors ministre québécois de la culture, dépose un livre vert sur la culture intitulé *Pour l'évolution de la politique culturelle*⁵. Il y affirme le rôle primordial de l'État dans la valorisation de la culture et place la protection du patrimoine à l'avant-plan du document. S'engage alors une lutte entre l'État et les citoyens pour savoir comment protéger le patrimoine. C'est ainsi qu'on trouve parmi les objectifs du CCVQ : favoriser un juste équilibre entre Vieux-Québec « patrimoine touristique » et Vieux-Québec « milieu de vie ».

En 2006, le CCVQ fête son trentième anniversaire. À l'aube de l'an 2000, les objectifs du Comité ont changé. Ils visent maintenant à préserver un équilibre entre le tourisme et l'économie d'une part et la qualité de vie des résidants, d'autre part. Le conseil d'administration souhaite que la prochaine édition de sa revue annuelle *Mursmurs* soit consacrée à cette fête. Distribuée gratuitement à tous les résidants du Vieux-Québec, *Mursmurs* traite de dossiers importants à propos de la qualité de vie et de la protection du patrimoine urbain dans le quartier.

CHAPITRE 3- LES MOMENTS MARQUANTS DU COMITÉ DES CITOYENS DU VIEUX-QUÉBEC : L'HYPOTHÈSE

La question posée par le Comité des citoyens du Vieux-Québec est la suivante : *Dans l'histoire du Comité, quels sont les moments forts des trente dernières années ?* Il s'agit donc de produire une rétrospective socio-historique et de retracer l'ensemble du travail et des activités du Comité. Les sous-questions suivantes ont aussi été explorées pour répondre à la question générale :

⁵ *Pour l'évolution de la politique culturelle*. Document de travail, Québec, ministère des Affaires culturelles, 1976.

- *Quelles sont les périodes marquantes de l'histoire du Comité des citoyens du Vieux-Québec ?*
- *Selon quelle vision du Comité la présidence a-t-elle orienté les activités de l'organisation depuis 1975 ?*
- *Des tendances sont-elles perceptibles dans les intérêts du CCVQ et le type d'actions posées ?*
- *Comment le CCVQ s'inscrit-il dans le contexte général des luttes urbaines au Québec ?*

Notre hypothèse de départ distingue trois grandes périodes marquant les activités du Comité depuis 1975. La première est une période d'opposition aux divers projets de développement du Vieux-Québec. Elle s'étend de 1975 à 1981. La deuxième période débute en 1982 et se termine en 1988. C'est une période d'inactivité, puisque le CCVQ cesse ses activités et son Conseil d'administration se dissout. La troisième période, de 1989 jusqu'à aujourd'hui, est une période de propositions misant davantage sur une coopération entre les institutions municipales et le CCVQ.

CHAPITRE 4- LA MÉTHODE

4.1 Approche systémique et méthode historique

En nous inspirant de la méthodologie présentée par Martin Drouin dans son livre *Le combat du Patrimoine à Montréal* (2005), nous utilisons conjointement l'approche systémique et la méthode historique pour élaborer notre modèle de recherche. L'approche systémique s'intéresse au système global en lui-même et à ses interactions, contrairement à une approche analytique se concentrant davantage sur les éléments singuliers formant un tout. Compte tenu de la nature de notre objet d'étude, le CCVQ, et du mandat soumis, l'approche systémique semble être plus adéquate. Cette approche permet de saisir le modèle de fonctionnement global du Comité et de cibler les interrelations entre les acteurs du CCVQ. La méthode historique, quant à elle, est utile pour l'analyse des archives afin de dégager les relations entre les acteurs concernés. Elle consiste essentiellement en une revue chronologique d'un sujet précis.

4.1.1 Anciens présidents et membres du Comité

Pour connaître l'histoire du Comité et retracer ses périodes marquantes, les présidents disponibles, anciens et actuel, ont été interviewés. Ce choix vise à établir un portrait de chaque équipe du CCVQ. Nous avons d'abord dressé une liste des présidents du Comité depuis 1975 en consultant les exemplaires des *Mursmurs* disponibles à la bibliothèque de l'Université Laval (voir annexe IV). Les entrevues préliminaires, réalisées à l'automne 2005, ont aussi permis de retracer les coordonnées de certains présidents. Les archives léguées par certains répondants durant les entretiens et la documentation du Comité complètent ces recherches. De plus, nous avons aussi rencontré divers informateurs clés. Certains d'entre eux œuvrent comme bénévole au sein du Comité depuis les débuts, d'autres y sont à titre de participant ou remplissent diverses fonctions au sein du Conseil d'administration. Nous les avons sélectionnés selon l'importance que les présidents accordaient à chacun d'eux lors des entrevues et selon les archives consultées.

D'après les archives du Comité, les personnes s'impliquant au sein du Comité semblent y demeurer pendant une longue période. Les présidents débutent leur implication à titre de secrétaire ou de vice-président les années précédant leur mandat et les autres membres du Conseil d'administration y sont aussi depuis une période importante. Leur connaissance et leur perception du Comité s'appuient sur une observation de plusieurs années. Ils sont en mesure de fournir des informations adéquates. Les personnes les mieux placées pour répondre à nos questions sont celles qui ont vécu l'histoire de l'intérieur.

4.2 Cueillette de données

Nous avons d'abord communiqué avec les répondants par courrier électronique ou par téléphone, pour ensuite trouver un endroit où les rencontrer. Les entrevues étaient semi-dirigées pour favoriser l'échange. Elles ont été enregistrées et transférées sur un support informatique. Cette méthode permet d'obtenir des réponses précises aux questions découlant du cadre opératoire tout en laissant de la liberté aux répondants dans leurs réponses.

4.2.1 *L'instrument de cueillette de données*

La grille guidant les entrevues aborde principalement les quatre sous-questions posées par l'organisme commanditaire, synthétisées en cinq sections (annexe VII). La première section vise à connaître l'histoire du répondant avant son implication dans le Comité et durant son implication. La deuxième section cherchait à identifier les périodes marquantes de l'histoire du Comité. Ensuite, nous voulions cerner l'influence possible du répondant dans les prises de décision. Finalement, la dernière section cherche à mettre en lumière les différents dossiers sur lesquels le Comité a travaillé. Des informations complémentaires ont été puisées dans les archives du CCVQ. Celles-ci contiennent l'ensemble des procès verbaux des réunions, les mémoires présentés et divers documents relatifs aux luttes menées au cours des ans.

4.2.2 *Des Mursmurs aux mémoires : les archives consultées*

Nous disposons, en plus des entrevues, d'archives remontant à 1975, témoins de l'histoire du Comité. Les archives couvrant les débuts de l'histoire du Comité sont essentiellement constitués d'articles de journaux parus au sujet du CCVQ et de la Ville de Québec. Ces articles avaient été rassemblés par le président fondateur et classés chronologiquement dans huit cartables. La première page de chaque cartable détaille le contenu des articles. Les autres archives sont constituées d'articles de journaux, mais aussi de communiqués de presse, de mémoires, de revues *Mursmurs*, de *MiniMots*, de procès-verbaux et concernent les autres périodes du Comité. En annexe VIII, nous présentons un classement de ces archives. Chaque archive classée est datée et accompagnée d'un bref résumé. Elles sont classées en six catégories : documentation interne diverse, mémoires, rapports des présidents, communiqués de presse, procès-verbaux et correspondance.

L'analyse des archives donne de précieuses informations sur les relations externes et internes du CCVQ. En les examinant méticuleusement, il est possible de cibler les moyens d'actions et les dossiers primordiaux des grandes périodes du Comité et également de mieux comprendre ses relations avec les médias et les autorités

municipales. Ces éléments essentiels, permettant de tracer un portrait de l'histoire du CCVQ, sont associés aux données recueillies lors des entretiens oraux. En croisant les sources d'information, nous croyons arriver à une compréhension plus juste des événements marquants dans l'histoire du Comité.

4.3 Analyse thématique

La méthode d'analyse, expliquée plus bas, est appliquée à la fois aux différentes archives consultées et aux entretiens. Les informations trouvées sont regroupées en quatre sections : I-l'histoire du répondant, II-les différentes périodes marquantes du Comité, III-la vision et l'influence du président sur le Comité et IV-les différents dossiers d'actions du Comité. Chaque section est divisée en un nombre d'éléments précis, permettant d'associer les informations trouvées aux questions de la recherche.

SECTION I- HISTOIRE DU RÉPONDANT

L'histoire du répondant tient compte du cheminement du répondant sur deux plans : son histoire personnelle et son histoire au sein du Comité. Pourquoi s'impliquer au sein de l'équipe, en tant que président ou bénévole ? Ces raisons peuvent être de différentes natures : professionnelle, personnelle, familiale, etc. Certains répondants croient en « l'implication citoyenne » et d'autres veulent participer activement aux décisions concernant leur quartier. La sous-section sur l'histoire du Comité a comme objectif d'obtenir des renseignements sur les fonctions exercées par les répondants durant leur implication. Nous avons cherché à dresser un tableau des principaux succès et des principales défaites dans les luttes des répondants. Dans l'analyse des archives, cette section consistait plutôt à repérer les membres importants du Comité et des renseignements sur leur trajectoire.

En dressant un bilan des raisons de l'implication et de l'histoire du répondant, on en apprend davantage sur son engagement et sur son apport aux pratiques collectives du Comité. Cette section permet de dessiner une trame de fond quant aux raisons d'implication de chaque participant et de l'inscrire dans l'histoire du Comité.

SECTION II- LES PÉRIODES MARQUANTES DE L'HISTOIRE DU COMITÉ

L'objectif de cette section est de faire ressortir les moments marquants des 30 années d'existence du Comité. Les répondants sont renvoyés à l'histoire globale du CCVQ. Nous avons pu déterminer la connaissance de l'histoire du Comité de chaque répondant et l'importance accordée à chaque moment marquant. De surcroît, cela nous a permis de découvrir si les répondants accordaient une importance plus grande à leur passage personnel au sein du CCVQ ou à l'histoire globale de celui-ci. Les archives ont aussi permis de mieux cerner les moments marquants.

SECTION III- SELON QUELLE VISION DU COMITÉ LA PRÉSIDENTE A-T-ELLE ORIENTÉ LES ACTIVITÉS DE L'ORGANISATION DEPUIS 1975 ?

Dans cette section, nous avons cherché à identifier des éléments pouvant influencer les présidents pour être en mesure de dresser un portrait des relations internes et externes du Comité.

Les éléments de la dynamique à l'intérieur de l'organisation du CCVQ sont d'abord mis en lumière. Nous avons voulu connaître l'ambiance au sein du Comité et découvrir les leaders pour chaque époque. Les décisions viennent-elles du président ou d'une personne influente proche de ce dernier ? Nous voulions aussi connaître les principaux dossiers sur lesquels le Comité travaille et les actions prises pour arriver à atteindre les objectifs qui y sont liés. La façon de travailler les dossiers peut varier d'un président à l'autre et d'une époque à l'autre. Les acteurs intervenant dans ces dossiers peuvent aussi changer au fil des ans. L'apparition des premières Assemblées générales, l'évolution des Conseils d'administration et une permanence au Comité influencent son évolution.

La série de questions sur l'implication externe nous a permis de faire la lumière sur deux grands axes d'analyse. Premièrement, elle permet de replacer les activités du CCVQ au sein du contexte social qui les porte et de les positionner au sein d'un système global. Deuxièmement, cette séquence est primordiale pour identifier les acteurs qui sont, et qui ont été en relation avec le CCVQ et, plus particulièrement, la nature de leurs liens, la mise à jour de leurs relations fonctionnelles. Nous avons orienté les questions sur les

autorités municipales, les médias et les autres comités citoyens en croyant, à partir de nos recherches préliminaires, qu'il s'agissait là des principales forces en présence. Les réponses que nous avons obtenues sont d'autant plus utiles qu'elles sont en lien direct avec notre hypothèse, à savoir qu'il y aurait trois grandes périodes dans l'histoire du comité des citoyens : une période de revendications, une période où la militance s'essouffle et une dernière période de concertation avec l'administration municipale. Les archives étaient également très riches à ce propos. La mise à jour de la dynamique entre les différents acteurs, à différentes époques, nous a servi à infirmer en partie notre hypothèse pour ajouter une dernière période.

SECTION IV- DIFFÉRENTS DOSSIERS

Cette dernière partie nous a permis d'obtenir les sujets sur lesquels le Comité s'est penché durant les différents mandats des présidents. Au cours des années, l'importance accordée à chaque dossier peut être différente. Les différentes archives nous ont aussi informés des différents dossiers importants. Certains dossiers peuvent aussi apparaître avec le temps et d'autres se régler.

PARTIE II- LE COMITÉ DES CITOYENS DU VIEUX-QUÉBEC EN

QUATRE TEMPS

CHAPITRE 5- 1975-1981 : LA REVENDICATION

5.1 L'identité du Comité : un «nous» fusionnel

Lorsque le Comité naît le 24 novembre 1975 à la suite d'une première assemblée générale formelle, le petit groupe portant ce projet est convaincu de participer à quelque chose de plus grand que lui. Ses membres se rassemblent, unissent leurs forces et entrent de plein pied dans le bouillonnement social caractéristique de ces années revendicatrices. Porté par l'idéal commun de démocratiser l'administration municipale, les Sirois, Escojido, Larochelle, Carrier, Picard, Jardon et bien d'autres, rêvent qu'un nombre toujours grandissant de personnes puisse s'exprimer, mais surtout, être écouté. Comme le fait remarquer une des premières membres du Comité : « La principale raison de la fondation du CCVQ et de tous les autres comités citoyens, c'est que les citoyens n'avaient pas voix au chapitre » (Escojido). Sous les longs règnes du maire Jean Drapeau à Montréal et du maire Gilles Lamontagne à Québec, les résidants et les citoyens ordinaires n'avaient pas été habitués à la consultation, ni la ville à les écouter (QUESNEL, 2000 : 15). Les fondateurs sont révoltés que des changements urbains d'importance s'effectuent sans que la population du Vieux-Québec soit écoutée, « sans que les citoyens soient consultés » (Escojido) et sans que personne n'ait la possibilité de faire valoir une opinion contraire, celle de la ville : « Il n'y avait pas personne, pas d'opposition municipale » (Sirois).

Le Comité tente par tous les moyens de trouver une brèche d'où il pourra élever sa voix. Pour ce faire, ses membres sont partout à la fois et dépensent leur énergie sans compter : « Je travaillais au CCVQ jour et nuit » (Sirois). Ils trouvent une partie de leur motivation dans la flamme animant chacun des membres du Comité : « on était toujours excité par n'importe quelle cause. Tout était nouveau » (Escojido). Les rencontres informelles sont fréquentes et les réunions sont animées. Le plaisir de « l'être ensemble » est perceptible : « On en a fait des actions, quand je vous disais qu'on avait du plaisir. »

(Escojido). Au sujet de ce fonctionnement interne des comités des citoyens, Anne Légaré souligne:

La préoccupation pour assurer la participation active de tous les membres, le respect des initiatives individuelles, la volonté de mettre en place des mécanismes démocratiques de décision, enfin, l'intérêt pour faire sentir à chacun des membres qu'il est impliqué dans une tâche commune dont il est coresponsable à part entière, constituent sans aucun doute des éléments essentiels de la philosophie implicite ou explicite des comités.

(LÉGARÉ, 1970 :110)

Dans le discours des acteurs principaux de cette première période du Comité, le « nous » revient avec régularité. Ce nous-noyau projette son identité dans les milles et unes petites choses formant la vie d'un quartier : « notre épicerie » « notre cordonnier », « nos bâtiments », etc. Le sentiment d'appartenance est fort au sein même du Conseil d'administration et dans les relations qu'entretiennent les membres du Comité. La population du Vieux-Québec est aussi partie intégrante du Comité, elle participe aux débats. L'exaltation provenant du sentiment de « faire l'histoire » tisse des liens puissants et apparents entre les membres du Comité.

5.2 Entre le Comité et les citoyens : un lien tricoté serré

Une des principales raisons de l'émergence d'un comité de citoyens dans le Vieux-Québec est le sentiment d'urgence de donner ses lettres de noblesse à la parole des citoyens. Prendre la place lui revenant de droit certes, mais également donner des outils à la population pour atteindre efficacement l'appareil administratif. Un des meilleurs exemples de cette volonté est, à n'en point douter, la rédaction du *Petit Manuel des Citoyens du Vieux-Québec*. Ce manuel au ton juridique et revendicateur comporte 49 sections faisant un portrait d'ensemble des principaux services du quartier. Les auteurs du manuel inscrivent pour chaque thème quelques brèves informations : le nom du fonctionnaire ou du ministre responsable et ses coordonnées. L'objectif est de munir la population du Vieux-Québec d'informations pertinentes et de l'informer sur ses droits, puisque « le citoyen de ce quartier se retrouve complètement démuné devant un système de rouages administratifs (...) C'est devant cette carence que nous avons entrepris de faire la brochure » (CCVQ, 1976 : 02). Une façon de permettre aux citoyens du Quartier Latin de trouver le chemin le plus court entre leurs préoccupations et l'imposant système

bureaucratique et soutenir la communauté pour qu'elle acquière une maturité d'action, voilà deux des buts fixés par le Comité dès ses débuts.

Une manifestation de cet état d'esprit se trouve à la page trois du manuel. Les rédacteurs préviennent les lecteurs de la possibilité d'un manque d'information sur certains sujets, faute de place dans le manuel, et incitent les citoyens à s'adresser directement au Comité pour toute information supplémentaire. Cette proximité entre les fondateurs du Comité et les résidants est palpable. Louise Escojido rapporte de fréquents appels à sa résidence ou à celle d'André Sirois, président fondateur du Comité, pour demander assistance ou conseils sur des problèmes de la vie quotidienne : un toit prenant l'eau, des odeurs dégoûtantes se dégageant de commerces à proximité des maisons, etc. Encore ici, le « nous » prend une place prédominante. Les préoccupations des uns sont les batailles des autres.

La communauté du Vieux-Québec se réveille, fouettée par la prise de conscience de son pouvoir de contestation et de revendication. Ce pouvoir vient des résidants, les mieux placés pour dépeindre la réalité quotidienne à l'intérieur des fortifications. Comme une des premières préoccupations du Comité est de garantir à la population un cadre de vie adéquat et adapté à ses besoins, les liens se forment, solides et imbriqués. La petite population du Quartier Latin favorise les contacts multiples, répétés et personnalisés. Cette personnalisation des échanges entre les différents membres amène le Comité à s'intéresser à chaque drame quotidien touchant la population.

5.3 Revendication et coups d'éclat : idéologie, dossier et action

Dans *Le Soleil* du 25 novembre 1975, un article portant sur la fondation officielle du Comité des citoyens du Vieux-Québec souligne que cette première réunion a permis aux gens du quartier de cibler quatre grands axes de préoccupation :

- Les habitations délabrées;
- Le manque de services;
- Les problèmes de la route (circulation, transport en commun et stationnement);

- La sauvegarde d'un environnement humain.

Malgré la prise en considération de la nécessité de protéger le quartier : « Je vais au moins faire le ménage de ma cour, on verra après» (Sirois), notons que les préoccupations de la première heure du Comité s'orientent davantage vers des besoins humains immédiats et ponctuels, présents dans la vie quotidienne : « Il y avait des maisons qui s'écroulaient (...), alors on se réunissait devant la maison, on appelait les journalistes pour qu'ils prennent des photos » (Escojido). Rien de surprenant puisque cette création officielle du Comité suit de près la parution du *Petit Manuel du Citoyen du Vieux-Québec*. Cette plaquette donne le ton aux deux premières lignes directrices du Comité ; la priorité et le soutien aux résidants et une idéologie revendicatrice et combattante. Une simple incursion dans les pages du manuel suffit à mettre à jour son style rédactionnel incisif, comme le fait remarquer Louise Escojido:

Dans la façon de rédiger, c'est très contestataire. Par exemple, parler du déneigement du Vieux-Québec pourrait être neutre ... Mais non, on écrit : « Qu'est-ce qui passe à 50 milles à l'heure en pleine nuit et vous réveille? Un camion de déneigement ! Qu'est-ce qui arrache des morceaux de votre maison, c'est encore une fois le même camion !» (Escojido)

Dès son origine, le CCVQ oriente son activité vers l'opposition au maire et au parti du Progrès Civique. Les autorités municipales sont les plus visées par les critiques contenues dans le *Petit Manuel du Citoyen du Vieux-Québec* (TREMBLAY, 1987 : 488). Il y avait une volonté, à travers cette petite brochure, d'affronter les décisions de l'appareil municipal. Partant de zéro pour ce qui est d'un pouvoir de « parole citoyenne », les membres fondateurs foncent, tête relevée : « Nous avons décidé que l'on dénonçait et que l'on allait se battre » (Sirois). Ils vont donc dénoncer et se battre pour qu'une voix s'élève en réponse dans l'administration municipale. Dénoncer et se battre pour tout ce qui leur semble contraire à la préservation de la beauté, de la vie fourmillante et des particularités du Vieux-Québec :

On embarquait dans tout ce qui concernait le Vieux-Québec. Toutes les causes nous intéressaient : un arbre à sauver, les vidanges, les poubelles. On était excité par n'importe quelle cause, tout était nouveau. C'était parfois sauvons le patrimoine, mais parfois c'était sortons de la crotte de cheval ! Aussi terre-à-terre que ça. (Escojido)

L'histoire de la crotte de cheval s'explique de la façon suivante. Durant les années 1970, les chevaux du Vieux-Québec n'avaient aucun récipient pour recevoir leurs « déchets

personnels ». Alors ils évacuaient dans la rue et la Ville arrosait ensuite les dégâts pour nettoyer. Le Comité a alors demandé de régler cette question d'hygiène. Les chevaux portent désormais des couches.

De la sauvegarde du 71, rue d'Auteuil⁶, à une manifestation contre la mise en chantier d'un tunnel piétonnier sous l'autoroute Dufferin, en passant par la chaîne humaine autour d'un arbre centenaire pour lui éviter d'être coupé, les actions du Comité se succèdent. Par une avalanche de communiqués de presse cherchant à faire valoir le point de vue du Comité, celui-ci s'exprime haut et fort sur la place publique : dénonciation de la fermeture de la dernière cordonnerie du quartier et de la prolifération des bars, condamnation de l'autoroute Dufferin, « telle une cicatrice au cœur de la vieille ville » (*Le Soleil*, 4 juin 1981), demande d'arrêt « de l'aspect sordide de la rénovation urbaine » (*Le Soleil*, 28 avril 1976), campagne de sensibilisation ayant pour but de faire partager un peu de sa révolte face aux « changements énormes et inouïs » (Escojido) prenant corps à l'Hôtel de Ville sans que la population en soit informée.

Cette volonté de démocratiser l'administration municipale est une autre des pierres angulaires du Comité. En se présentant systématiquement aux réunions du conseil de ville et à force de pressions, le Comité obtient que le simple citoyen puisse, à tout le moins, poser des questions aux élus. De fil en aiguille, cette volonté de démocratisation aboutira à la création de Comités de quartier.

Le droit de parole du Comité, bien qu'étant avant tout utilisé pour dénoncer des problèmes ponctuels, a également comme mission et comme assise une perspective globale. Tout en jouant cette fonction intégratrice, l'activité des citoyens contribue objectivement à rendre les individus et les groupes plus conscients de leurs problèmes et des causes sociales et politiques qui sont à l'origine de ces problèmes. « Elle crée, chez ces mêmes groupes, une certaine perception de leur existence sociale et des problèmes

⁶ L'immeuble du 71 rue d'Auteuil a été acheté par un promoteur immobilier et était destiné à devenir un commerce. Les habitants avaient alors été évincés de leur loyer.

socio-politiques les rendant beaucoup plus disponibles à l'action politique » (LÉGARÉ, 1970 :115) :

Je pense que par-dessus tout, ce qui est important, c'est l'effort de réflexion qui s'est fait au Comité des citoyens. C'est-à-dire que nous avons essayé de ne pas faire que du ponctuel ou des interventions *ad hoc*, mais de réfléchir et d'essayer de comprendre ce qui nous arrivait, ce qui arrivait à notre quartier. (Sirois)

Au sein même du Comité, une vision globale se développe grâce aux travaux de recherche des membres du Comité. À cette époque, les membres du Comité et les résidants du quartier proviennent en grande partie du milieu universitaire. Bien que grandement concernés par la quotidienneté du « vivre dans le Vieux-Québec », ils sont également en mesure, de par leur formation, de s'ouvrir à une perspective plus large en comparant la situation particulière du Vieux-Québec avec d'autres villes du monde présentant de fortes similitudes. Certains membres et résidants du quartier avaient également la capacité financière d'aller constater ce qui se passait ailleurs : « (...) certains habitants avaient la possibilité de voyager et en revenant venaient discuter avec nous en nous rapportant certaines avancées dans des pays (...) » (Sirois). C'est ainsi que le CCVQ diffère des autres Comités de citoyens de milieux défavorisés sur le plan de la structure interne, de l'idéologie, des modes d'alliances et de légitimation (TREMBLAY, 1987 : 479).

À cause leur refus de voir le Vieux-Québec se transformer en « un immense bar, un Disneyland historique, un parc d'attractions (...) » (*Le Soleil*, 22 novembre 1976), les fondateurs du CCVQ écrivent des mémoires dont les sujets vont du particulier au général : stationnement, protection de la rue d'Auteuil, aménagement de la colline parlementaire, transport au centre-ville, l'avenir du Carnaval. Les actions du Comité étaient sous-tendues par une forte documentation, les mémoires présentés aux élus renseignaient et éclaircissaient les principaux dossiers « (...) on était très bien documenté avec beaucoup d'appui » (Sirois).

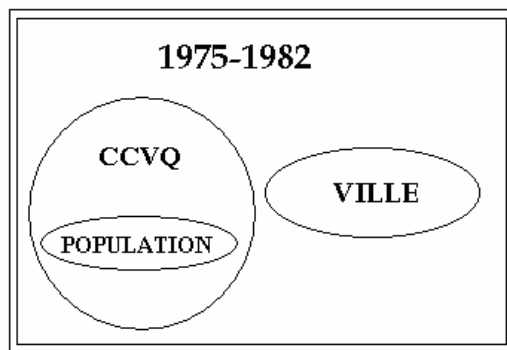
5.4 Des mondes à part : le Comité face à ses interlocuteurs

Un esprit d'opposition à l'administration municipale et aux médias ressort clairement dans les relations entretenues avec ces interlocuteurs du Comité. Les relations du Comité

avec l'administration municipale sont tendues. Les intérêts contradictoires des deux acteurs ne sont pas seuls responsables de ce fossé. Le refus du Comité de se mélanger à l'administration municipale est considéré comme une garantie de liberté d'action. Le Comité veut préserver sa liberté de pensée, sans ne rien devoir à personne. Les alliances n'ont pas la cote. Le mot d'ordre à cette époque semble être : « Plus loin nous serons du pouvoir politique, mieux nous pourrons tenir notre « rôle de chien de garde » du Vieux-Québec » (Sirois).

Du côté de l'administration municipale, la nouvelle demande de comptes perturbe. Les deux camps s'affrontent. Si, dans le discours des membres du Comité, les opinions ne sont pas tendres envers le maire: « C'est un personnage odieux, infect, c'est un profiteur et c'est une catastrophe pour la ville de Québec ce maire Pelletier là. C'est abominable ! » (Sirois), l'administration leur renvoie la balle en tentant de discréditer le Comité : « Le maire Lamontagne se moquait des comités citoyens en disant que c'était une bande de chialeux.» (Sirois). Le graphique 5.1 expose cette opposition entre l'administration municipale et le Comité. Il montre aussi comment la population est fusionnée au Comité, d'où le lien tricoté serré et le *nous* très fort.

Bref, le courant entre les deux acteurs est loin d'être positif. Cette opposition entre le Comité et l'administration municipale permet aussi aux membres du Comité de définir leur identité propre, au sens de Touraine. Ils se définissent par opposition à l'administration et leur projet social demeure la démocratisation de l'appareil municipal.



Graphique 5.1- Le Comité, la population du Vieux-Québec et l'administration municipale.

Dans un article du *Devoir*, Paul Bennett parle de l'attitude du maire Pelletier face aux opposants ne faisant pas partie de l'administration municipale : « Jean Pelletier ne voit pas pourquoi l'administration municipale devrait étendre aux forces d'opposition qui n'ont pas de représentants élus au conseil les mêmes « privilèges » en matière d'information que ceux dont bénéficient les conseillers » (Sirois). Il est évident que ce refus de laisser la parole des citoyens entrer au sein des conseils de ville n'améliore pas la vision qu'a le Comité de l'administration municipale.

L'analyse de la position du Comité face à l'administration municipale et de l'administration face au Comité révèle une grande distance. Les membres se distancent, sur le plan des idéologies et sur celui des contacts humains, des élus municipaux et des représentants de l'administration. Cette première mouture du Comité mise sur cette distance pour mener à bien les projets qui lui tiennent à cœur.

À l'image de l'idéologie sous-tendant l'action du Comité, la relation l'unissant aux médias est tumultueuse et intense, mais très présente. Au départ, le regard des médias sur le Comité est mitigé. Tout en rendant compte des dossiers soumis par le Comité sous forme de publication de communiqués de presse, certains journalistes ironisent face aux modes d'actions et à l'idéologie du mouvement. Ce que le Comité considère comme étant d'une importance capitale pour sauvegarder les particularités du Vieux-Québec ne semble pas faire résonner la même sirène d'alarme du côté des journalistes : « On passait pour fous à cette époque-là » (Sirois). Pourtant, un nombre impressionnant d'articles de journaux témoigne de l'intérêt de la sphère médiatique pour le Comité, ses combats et son développement. Il est possible de penser que l'attention accordée était, en partie, due à la pratique journalistique du premier président, André Sirois. Connaissant les rouages du métier et rédigeant efficacement des communiqués de presse, il disposait d'un savoir précieux pour un Comité souhaitant revendiquer tout en voulant sensibiliser la population à la réalité du Vieux-Québec.

Une autre des causes du suivi médiatique est explicable par le désir du Comité de mettre du *punch* au moment de la dénonciation de certains dossiers menés par la ville. Son

action lors de l'inauguration de l'autoroute Dufferin est en ce sens particulièrement représentative; un rappel des faits semble opportun. Dès le début de ce projet d'autoroute, reliant la basse-ville et la colline parlementaire, le Comité s'était prononcé contre cette construction, jugée à la fois laide et dangereuse. La journée de l'inauguration officielle de l'autoroute, un groupe de représentants du Comité se rend sur les lieux. Ayant convoqué les médias, ils brandissent une énorme couronne mortuaire, symbole des futures victimes que fera, selon eux, la nouvelle autoroute. Ce coup d'éclat, un parmi d'autres, témoigne à la fois du côté « spectacle » des revendications du Comité et de sa relation avec les médias. D'un côté comme de l'autre, on retire des avantages à travailler côte à côte. Pour le Comité, cette couverture médiatique permet de sensibiliser la population et d'augmenter son soutien populaire. De leur côté, les médias semblent satisfaits d'avoir des nouvelles-spectacles à offrir à leurs lecteurs et à leurs auditeurs.

5.5 Un début actif et houleux ... finissant par manquer souffle ?

Ce qu'il faut retenir de cette première période du Comité est certainement l'incroyable énergie déployée. La nouveauté de ce type d'action enflamme les premiers membres se dépensant sans compter pour tout ce qui leur semblait garant de la pérennité d'un environnement tel que le Vieux-Québec. Avec fougue et entêtement, ils s'opposent au pouvoir municipal. Selon eux, l'administration municipale ne donne pas droit de parole aux électeurs et prend des décisions appauvrissant leur quartier. Mais, si le noyau des membres actifs est chauffé à bloc, il n'en demeure pas moins petit : « Il faut dire qu'on devait tout faire, c'est ça qui était fatigant et qui consommait beaucoup de temps. » (Sirois). Même avec la meilleure volonté du monde, les nombreux dossiers menés de front et les heures consacrées à bien les comprendre et à les faire connaître du grand public grugent les énergies.

Les objectifs que les comités de citoyens se proposent d'atteindre par leurs actions sont, dans la plupart des cas, doublement limités. Limités, premièrement, dans leur nature : ils ne dépassent jamais (ou presque) les aspirations les plus immédiates et à court terme de la population du quartier (rénovation d'une rue, établissement de services élémentaires, etc.). Limités, ensuite, dans leur portée : ils ne s'inscrivent que très rarement dans une stratégie globale permettant à la fois l'accumulation progressive des conquêtes obtenues, la hiérarchisation des tâches immédiates en fonction des objectifs à moyen et long terme, enfin, la radicalisation relative des revendications.

(LÉGARÉ, 1970 :111)

André Sirois quitte le CCVQ en 1978; il affirme qu'il « y avait comme un creux à cette époque. Il y avait moins d'activité (...). Les gens qui étaient là ont décidé de faire les choses différemment, d'en faire moins. Ces gens-là ont des familles, donc un peu moins de temps. » Louise Escojido renchérit en disant : « C'est beaucoup les comités consultatifs qui ont pris la place. Il y a eu une certaine fatigue je crois, on ne peut pas continuer comme ça trop longtemps et indéfiniment. Ça devient répétitif ». Un peu moins de temps et, peut-être, un peu moins d'intérêt.

Il est important de se rappeler qu'une des raisons principales de fondation du CCVQ était de trouver une place légitime pour que la voix populaire puisse être entendue et prise en considération par l'administration municipale. À force de pressions, les membres ont réussi à s'introduire au sein des conseils municipaux. Et, comme façon de reconnaître ce nouvel interlocuteur, l'administration municipale décide de créer les comités consultatifs.

Pour rompre avec le modèle de participation élitiste qui était porté par les partis municipaux au pouvoir à Montréal et à Québec, les milieux populaires étaient très hésitants à opter pour une action politique encadrée par les institutions municipales. Certains firent le saut en collaboration à la création du Rassemblement des citoyens de Montréal en 1974, ou à la mise en place du Rassemblement populaire de Québec en 1977. Au centre des engagements de chacun de ses partis se trouvait le projet de formation de conseils de quartier. Les projets d'ouverture des processus politiques firent figure de quasi-révolution dans un contexte où les débats publics à propos des enjeux et des priorités de développement urbains étaient inexistantes.

(QUESNEL, 1991 : 15)

Ces comités consultatifs semblent être une victoire mi-amère pour certains membres qui y voient une « façon de nous récupérer » (Escojido). Néanmoins, ces nouveaux comités démocratisent l'appareil municipal, ce qui explique peut-être, en partie, la baisse d'activités du Comité. Cette baisse d'activité du Comité finira par devenir un arrêt complet en 1982. Jusqu'en 1987, aucun Conseil d'administration ne gère le Comité. La militance s'essouffle.

Le Soleil annonce à la population de Québec, le jeudi 5 décembre 1985, l'inscription officielle du quartier sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO (DUSCHÊNES, 1985). L'article fait mention du maire Pelletier s'en réjouissant et rendant hommage au gouverneur Dufferin pour la préservation des murs. Le journaliste souligne néanmoins que le maire ne fait aucune mention des actions et des revendications citoyennes

contribuant à la sauvegarde de la beauté historique du Vieux-Québec. Les noms des premiers défenseurs que le journaliste rappelle sont tirés, pour une bonne partie, de la première mouture du CCVQ. Grâce à cette volonté de protection du patrimoine historique, les fondateurs du Comité ne sont pas étrangers à l'inscription au patrimoine mondial, laquelle sera le tremplin permettant au Comité de renaître de ses cendres.

CHAPITRE 6- 1987-1999 : LA CONCERTATION

Après l'essoufflement du CCVQ au milieu des années 1980, un nouveau *membership* apparaît et un nouveau Conseil d'administration se forme. Madame Carole Marsot assure la présidence et s'entoure de Reine Biron, Jacques Lamarche, Guy Trudeau et Louis Germain. Cette troisième période apparaît davantage comme une époque où la collaboration du CCVQ avec l'organisation municipale est recherchée.

6.1 L'identité du Comité : le patrimoine comme cheval de bataille

L'inscription du Vieux-Québec comme quartier historique à la liste du patrimoine mondial a été un élément déclencheur de cette renaissance, comme le souligne cet article paru dans *Le Soleil* :

Le nouveau Comité des citoyens du Vieux-Québec a été mis sur pied en avril 1988 dans la foulée de la désignation par l'UNESCO de l'arrondissement historique de Québec comme faisant partie du patrimoine mondial. Un Comité des citoyens existait déjà durant les années 1970 dans le Vieux-Québec. Il est mort faute de combattants en 1983.

(LEMIEUX, 1990)

Jacques Lamarche ajoute en entrevue qu'en parallèle de l'inscription du quartier, il existait aussi une chance de se faire entendre au niveau municipal dans le cadre de la consultation publique sur le Plan directeur d'aménagement et de développement, organisée par la ville de Québec :

Alors le dé clic, ça a été l'UNESCO, mais aussi le moment où Jean Pelletier, le maire, avait lancé l'opération de consultation pour une politique et un plan de développement urbain de la ville, dont notre quartier faisait partie. Alors on s'est dit que nous avions des choses à dire. C'est comme ça qu'on a commencé. (Lamarche)

Le mémoire remis à la Ville de Québec par le Comité, intitulé *Québec, joyau du patrimoine mondial*, permet de renforcer la volonté de remettre le Comité sur pied. À la faveur de l'inscription sur la liste de l'UNESCO et de la consultation publique organisée par l'administration municipale, le nouveau Comité des citoyens du Vieux-Québec

s'organise autour de nouveaux objectifs en adoptant le patrimoine comme principal outil de navigation. Le 14 juin 1989, les lettres patentes originelles du CCVQ sont modifiées et on y introduit l'enjeu de la protection du patrimoine⁷. « Le Comité doit protéger et mettre en valeur l'arrondissement historique du Vieux-Québec (...) dans une perspective d'un ensemble urbain vivant et habité » (CCVQ :1975 et 1989)

Le patrimoine devient la logique autour de laquelle s'articulent les activités du Comité. Les membres du CCVQ prennent part aux différents débats et leur projet commun est la protection du patrimoine présent dans le quartier :

Le Comité des citoyens du Vieux-Québec est voué à la sauvegarde et à la mise en valeur du patrimoine mondial que constituent, tel que défini par l'UNESCO, certaines sections historiques de la Cité de Québec. Ses énergies s'axent sur l'harmonisation, dans la perspective d'un ensemble urbain vivant et habité, des fonctions résidentielle, commerciale, administrative, culturelle et touristique.

(MURSMURS, 18 septembre 1989)

Après l'identité en opposition à l'administration municipale de la première période, les résidents se considèrent maintenant comme des « experts » pour proposer des changements, vu leur expérience de vie au quotidien dans le quartier. Le patrimoine vivant et habité est leur cadre de vie. Le Comité espère arriver à travailler de pair avec l'organisation municipale et les résidents du quartier, pour préserver la qualité de vie:

On peut prendre la parole du point de vue des citoyens, qui est un point de vue d'expert en quotidienneté. La vie quotidienne dans le Vieux-Québec et la qualité de la vie et la beauté des lieux, l'animation des lieux, l'authenticité, l'originalité des lieux. C'est tout ça la qualité de vie. C'est donc un point de vue intégré de développement et de l'animation. À ce titre-là, les fonctionnaires de la ville, du ministère, de la SODEC, sont des spécialistes au mieux, de l'urbanisme, de la gestion. Ils ne vivent pas la quotidienneté. Nous avons cette expertise. (Lamarche)

C'est pourquoi les membres du Comité nomment ce patrimoine « vivant et habité ». Cette notion devient un outil de persuasion et de justification pour le Comité:

Comme c'est du patrimoine habité, les habitants sont importants et ce sont les gardiens naturels du site patrimonial. C'est les héritiers, parce que les gens qui habitent là, en principe, il y a des résidents, comme des ambassadeurs (...) Autant que nous étions axés sur la qualité de vie qu'on y trouve, autant nous avons une nouvelle conviction. La conviction que la qualité de vie est une des composantes intégrantes de l'authenticité et de l'originalité du site (...) On a découvert, dans le développement touristique et lors des sondages, que ce que

⁷ Voir en annexe IX les objectifs initiaux du Comité et en annexe X, les objectifs reformulés suite à l'inscription du Vieux-Québec à la liste des villes du patrimoine mondial.

les touristes apprécient, à Québec, c'est que des gens y vivent, dans le Vieux-Québec. Et greffé à ça, tu as la sécurité, l'amabilité des gens. La qualité de l'accueil des gens. Quand on figure dans les *top ten* des sites touristiques du monde, ce n'est pas rien. Ces facteurs là sont importants. (Lamarche)

Un autre répondant parle en entrevue de la présence primordiale de résidants-habitants dans le Vieux-Québec pour préserver un état habitable des lieux:

On a toujours prétendu que les habitants étaient les meilleurs garants du patrimoine. Si tu habites ta maison, tu vas l'entretenir, tu vas t'en occuper; elle ne se détériorera pas. Si elle appartient à quelqu'un qui habite aux États-Unis, ou à un commerçant qui habite Cap-Rouge et qui veut en faire un magasin de *tee-shirt*, il va démolir le rez-de-chaussée, enlever les fenêtres, etc. (Bossé)

Durant l'été 1991, la Ville de Québec accueille le premier Colloque international des villes du Patrimoine mondial. «Le CCVQ a été invité à s'associer à l'organisation du Colloque, une implication assez active. C'est un événement qui a été très déterminant » (Blais). Le Comité obtient un rôle de premier plan dans l'organisation du Colloque et son président de l'époque, Jacques Lamarche présente un exposé intitulé *Un Indicateur : l'adhésion des citoyens*⁸. Cette expérience lui permettra de participer l'année suivante, avec des représentants de la ville de Québec, au même colloque organisé cette fois à Fès, au Maroc.

6.2 Institutionnalisation du lien communautaire

L'organisation interne du CCVQ est différente de celle des années 1975. Une démarche structurée marque la prise de décision et les moyens de se faire entendre. Les membres du Conseil d'administration accordent aux débats d'idées une place prépondérante. Des lois et règlements sont aussi ajoutés aux objectifs du Comité par un des membres du Conseil d'administration:

Lors d'une assemblée générale, on s'est fait happer par une *gang* de gens qui sont devenus membres à séance tenante et qui ont fait voter des décisions pour lesquelles il n'y avait pas eu de discussions. Des choses avec lesquelles le Conseil d'administration n'était pas d'accord. Quand j'ai vu ça, j'ai cru qu'on devait se doter de règlements, de procédures, de façon de faire. Alors j'ai rédigé, en m'aidant de d'autres règlements, un brouillon de règlement qu'on a discuté en Conseil d'administration et ensuite, qu'on a rediscuté en assemblée générale et qu'on a finalement adopté. Ces règlements-là existent toujours et c'est les règlements qui font

⁸ Voir bibliographie

foi de notre démocratie, de notre façon de procéder. Ils spécifient les obligations de faire, de procéder. (Bossé)

À l'hiver 1989, l'apparition d'une revue, temporairement nommée *Sansnom : l'organe officiel du Comité des citoyens du Vieux-Québec*, marque une nouvelle façon de tisser des liens. Cette revue devient un organe de communication pour publiciser les positions prises par le Comité. La revue est distribuée gratuitement partout dans le quartier : aux résidants, aux commerçants et aussi aux élus municipaux et aux membres de l'administration municipale. On y traite des dossiers d'actualité du Vieux-Québec. Au début, elle est tirée à 4000 exemplaires à une fréquence de six fois l'an. Le tirage s'ajustera ensuite selon les Conseils d'administration. Le nom officiel de la revue apparaît à son troisième numéro, en juin 1989, après un concours organisé par le Comité : ce sera *Mursmurs*. « Après, on a beaucoup diminué les *Mursmurs* et on a opté pour les *Minimots*. C'était un bulletin d'informations beaucoup plus simple : une feuille de 4-5 pages, dépendant des périodes, sans remplacer totalement *Mursmurs* (...) » (Blais).

Minimots, un bulletin plus informel que *Mursmurs*, devient aussi un organe de communication important. Ces publications permettent de communiquer des informations importantes de dernière heure, destinées seulement aux membres du Comité. Un site est aussi mis en ligne durant cette période. Des informations concernant le Comité s'y trouvent : histoire, fonctionnement, objectifs, lois et règlements, ainsi que l'ensemble des dossiers sur lesquels le Comité travaille.

Le Comité réalise en 1996 *Vivre dans le Vieux-Québec*, une enquête visant à établir un portrait socio-économique des habitants du quartier. Les résultats de l'enquête « illustrent clairement comment les attentes de la population face à l'action des autorités publiques et le Comité des citoyens du Vieux-Québec découlent directement des problèmes qu'elle vit quotidiennement et qu'elle exprime de façon assez consensuelle » (SIMARD, 2002 : 15). Cette enquête vise à connaître davantage la situation des résidants du Vieux-Québec et leur vision du quartier. La base de l'organisation du CCVQ se consolide pour devenir un pilier des actions du Comité. « C'est en vue d'asseoir son action sur des données bien

établies qu'il recourt à une enquête auprès de tous les résidants du Vieux-Québec »
(*Mursmurs*, 27 mars 2000).

Le financement devient plus important dans cette troisième période. En plus de la cotisation annuelle des membres, la Caisse Populaire du Vieux-Québec accorde une aide financière pour soutenir la publication de *Mursmurs*. Les archives confirment aussi la présence d'une subvention de trois ans, atteignant la somme de 30 000\$. Selon Louis-Guy Lemieux, cette subvention permet à un nouveau front commun de voir officiellement le jour en juin et de consolider ses acquis (LEMIEUX, 1990).

Le Comité des citoyens du Vieux-Québec est fier d'annoncer à tous que Hôtels et villégiature Canadien Pacifique et Hydro-Québec sont maintenant partie prenante de son effort de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine. En souscrivant chacune 10 000\$ par année pour une durée de trois ans, (...) ces deux entreprises deviennent Gouverneurs de la campagne de financement du Comité.

(*MURSMURS*, 8 janvier 1990)

« Cette aide est absolument nécessaire pour l'établissement d'un bureau permanent qui s'avère la condition indispensable d'une action documentée, organisée et suivie »
(*Mursmurs*: 8 janvier 1990). Ce financement permet momentanément la location d'un local officiel et d'ouvrir un poste de secrétaire. Après une courte période de temps, cette permanence a cessé :

Nous avons vécu plusieurs années sans permanence et je ne peux pas dire que c'était pire. Les membres du conseil devaient être plus présents. Mais la permanence a englouti beaucoup d'argent. Plusieurs de nos subventions ont passées là : payer le salaire, le local, etc. (...) C'est sûr que dans un monde idéal, une permanence pour un Comité, c'est toujours intéressant. Mais ça coûte beaucoup d'argent. On n'avait pas les moyens. (Bossé)

Le Comité élabore une nouvelle façon de travailler les dossiers pour être plus efficace : on forme des groupes de travail. Des membres se réunissent et travaillent sur un thème qu'ils affectionnent :

Une des façons de travailler, comme on ne peut pas tout discuter en Assemblée ou en Conseil d'administration, c'était de créer des comités, animés par un membre du conseil d'administration qui prenait un dossier, le transport par exemple. Et puis il appelait les membres intéressés par cette question, à travailler ensemble. Il élaborait un mémoire, une position. (Lamarche)

6.3 Patrimoine et concertation : idéologie, dossier et action

L'idéologie du Comité s'articule autour de la notion de protection du patrimoine et d'une attitude de concertation. Le discours du président et les actions du Comité durant cette période tiennent compte de l'inscription du Vieux-Québec à la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Le président apparaît influent dans cette prise de position :

C'est évident que c'est les gens qui sont à la présidence, c'est déterminant dans l'élaboration de la vision et de l'approche. Mais en même temps, ça doit toujours être entériné par une Assemblée générale. Il y a parfois des débats aussi. La question de la participation aux Conseils de quartier, c'est venu. Mais l'Assemblée a toujours souscrit. Ça a été coloré par les présidents. Mais tu vas là-dedans avec tes valeurs et tes convictions aussi. Si ça fait partie de tes valeurs, tu défends cela. (Blais)

Les relations externes et internes du Comité se canalisent sous une forme de concertation avec les interlocuteurs. Dès les premières publications de *Mursmurs*, le Comité justifie cette façon de faire :

Quand on veut transiger avec son milieu, il faut d'abord choisir son outil de communication initial : le fusil ou la branche d'olivier. Le CCVQ a choisi la branche d'olivier. Deuxièmement, la contestation, c'est beaucoup moins payant que la concertation. En clair, les membres du CCVQ n'ont pas de temps à perdre à gueuler contre un tas de monde, dont on a besoin de toute façon pour obtenir des résultats.

(*MURSMURS*, 30 avril 1990)

Cette façon de penser le Comité ne plaît pas à l'ensemble des membres. Un ancien président raconte le déroulement d'une Assemblée générale, convoquée d'urgence pour défendre l'une de ses actions :

Je me rappelle d'une Assemblée générale que j'avais été obligé de faire. (...) J'avais accepté, avec le Conseil d'administration, de participer au congrès de l'organisation des villes du patrimoine mondiale en 1993. Un colloque mondial, au Maroc. J'avais fait une communication lors du premier Colloque qui s'était tenu à Québec, en 1991. Nous avions aussi fait un numéro spécial pour nous faire connaître comme résidents du Vieux-Québec, qu'on est fier du patrimoine et de montrer comment on s'y intéresse. En trois langues : français, anglais et espagnol. On a obtenu qu'il soit mis dans la pochette de tous les délégués présents au congrès. Le comité organisateur du congrès au Maroc a demandé à la ville de Québec qu'il y ait un représentant des citoyens qui fasse partie de leur délégation.

Alors certains membres du Comité trouvaient, et ont toujours trouvé d'ailleurs, que nous n'étions pas assez *raides* avec la Ville, pas assez exigeants, pas assez combatifs et pas assez agressifs. Et puis qu'on était toujours susceptibles de coucher avec l'administration municipale. Alors que le président du Comité soit membre de la même délégation que le maire, c'était inconcevable. (...) J'ai été obligé de faire une réunion pour ça. (...) Ça a gueulé !

Alors, j'ai fait comme Trudeau, j'ai mis mon siège en jeu. Et là, j'ai dit que le Conseil d'administration a adopté la résolution présentée en bonne et due forme que nous ayons une délégation. J'ai préparé un communiqué. Si, comme président du Comité, je ne puis pas exercer une telle activité, et bien je rends les armes, je me retire sur-le-champ. Selon moi, ça fait partie de la présidence du CCVQ d'agir de cette façon et de saisir que cette chance est assez extraordinaire (...). Mais non! Je ne devais pas voyager avec le Maire. Le Comité ne devait pas avoir l'air d'avoir des dépenses payées. C'est pour illustrer, du même coup, qu'il y a toujours eu une aile plus militante qu'une autre: des puristes, des durs, des gueulards, qui prennent toujours la parole plus longtemps que les autres et sur un ton qui gâche l'atmosphère. Au point où un moment donné, il y a des membres qui venaient plus aux Assemblées, parce que c'était désagréable. Ils n'étaient jamais, jamais contents. Ça ne se passait pas au sein même du Conseil d'administration, mais dans les groupes de travail, dans les Assemblées générales. (...) Ça empêchait le libre cours du débat, de la discussion, un débat d'idées et non pas de position. Ça ternissait aussi la ligne d'action que nous nous étions donnée, qui était celle de la concertation et non pas celle de la contestation. (Lamarche)

Les débats sur l'orientation du Comité montrent l'existence de deux groupes de militants au sein du CCVQ, pendant quelques années. « Deux factions s'affrontent de plus en plus ouvertement au sein du CCVQ, deux tendances qui pourraient le mener au bord de l'éclatement même si on ne les considère pas nécessairement irréconciliables » (FLEURY, 1993). En permettant finalement à leur président Jacques Lamarche d'accompagner la délégation de la ville de Québec au Maroc, les membres du Comité des citoyens du Vieux-Québec (CCVQ) optent pour la concertation plutôt que la confrontation avec les autorités municipales. « Derrière ce voyage de M. Lamarche à Fès, c'est toute une philosophie sur la façon dont doit se comporter un comité de citoyens face aux autorités municipales qui a été discuté » (ROUTHIER, 1993).

C'est en favorisant la concertation entre intervenants qu'on va réussir à travailler des projets qui ont des chances de réussir. Si on se retrouve juste entre nous, les Comités des citoyens, on va vite s'entendre. Mais les vrais problèmes ne seront pas réglés. Ça commence vraiment quand tu sors de ta cour pour concilier ta position avec les intérêts des commerçants, des restaurateurs, des hôteliers. On aime mieux positionner le Comité des citoyens finalement comme un outil de concertation plutôt qu'un outil de contestation. (Blais)

Le Comité « a pris pour attitude de ne jamais pratiquer la politique de la chaise vide » (Bossé). Cette façon de faire amène le Comité à intervenir en de nouveaux endroits, il prend part aux consultations publiques, au Conseil de quartier, aux Assemblées générales de la ville de Québec. Les membres veulent donner leur point de vue sur l'ensemble des projets concernant le développement du Vieux-Québec. Le Comité veut devenir un interlocuteur majeur dans tous les projets concernant le Vieux-Québec :

Donc nos moyens, c'était d'être présents au niveau du Comité consultatif et de toutes les audiences publiques. Je pense qu'on n'a pas manqué une audience. On était toujours là et en

général, avec des mémoires assez bien documentés. Et notre participation, durant des périodes un peu plus chaudes, aux sessions des Conseils de ville. C'est aussi les moyens qui sont à ta disposition, quand tu milites dans un comité de citoyens. On essayait aussi d'avoir des sièges dans différents endroits, comme la Commission de la Place-Royale. On essayait d'assurer des présences dans différentes institutions et commissions ayant un impact dans le Vieux-Québec. C'était nos moyens d'actions. On s'organisait pour occuper les périodes de questions des citoyens. Des moyens assez classiques. (Blais)

Selon le Conseil d'administration, les débats doivent être des *débats d'idées* et non pas des *débats de position*. Les actions publiques doivent être posées, réfléchies et structurées. Elles s'appuient sur des mémoires, des études ou des enquêtes pour faire valoir leur point de vue et présenter leurs positions de façon brillante. Il ne s'agit plus de s'opposer sur la base des différences de points de vue.

La concertation et la façon structurée de travailler se traduisent dans les actions quotidiennes du Comité et marquent une rupture avec les anciennes pratiques. Un numéro de *MursMurs* évoque, au sujet d'une réunion portant sur la circulation et le stationnement, que « c'est dans une atmosphère d'efficacité et de discipline que se sont déroulés exposés et discussions. Une documentation abondante, claire et soignée fut distribuée à chacun et de grandes cartes murales de la vieille ville tapissaient la salle, décrivant les circuits automobiles et piétonniers proposés » (*MURSMURS*, 30 avril 1990).

Cette position de concertation a-t-elle permis au Comité de gagner sa bataille contre le projet d'IMAX dans le Vieux-Port de Québec, bataille qualifiée par les membres de « légendaire »? Au début des années 1990, des promoteurs présentent un projet de construction d'un centre IMAX dans le Vieux-Port. Les conséquences de ce projet sur la circulation automobile, le stationnement et la dégradation du paysage, mobilisent le Comité contre ce projet. Les actions du Conseil d'administration visent à montrer aux élus municipaux et à la population l'erreur pouvant être réalisée dans cette construction.

Robert Gillet, par exemple, disait qu'on était des activistes, qu'on n'était pas représentatif, chialeux. Mais on avait des arguments, on démontrait le pourquoi de notre position. Par exemple, on avait simulé la construction d'IMAX dans le Vieux-Port avec des ballons (...). Ça démontrait bien comme la vision allait être bloquée. Des pétitions ont été signées (...), des lignes ouvertes, des articles. (..) On avait organisé une assemblée entre les candidats à la mairie pour débattre du projet. (Bossé)

Finally, IMAX will be established in the Galleries of the Capital. For many people, meetings and according to the archives consulted, the fight against IMAX appears beneficial for the Committee. By winning this fight, the CCVQ gains credibility and rallies new members to its cause.

6.4 Vers une fusion : le Comité avec ses interlocuteurs

In this third period, the construction of the identity of the Committee is channeled through its members. The *nous* of the first period dissociates peacefully and becomes several *je*, acting in different spheres of action of the Committee. The way of concertation engages a rapprochement of the Committee *avec* its interlocutors. The third time of the CCVQ is a moment where the different members of the Board of Administration integrate more and more in the external relations and get closer to the elected officials and where the interlocutors become more numerous.

On avait une qualité de relation, avec les élus, qui était quand même assez importante. On pouvait organiser des petits déjeuners avec le maire, avec les membres du Comité exécutif. On ne faisait pas juste aller aux réunions de l'Hôtel de ville pour poser nos questions. On avait des formules aussi nous permettant de rencontrer les élus dans d'autres contextes. (Blais)

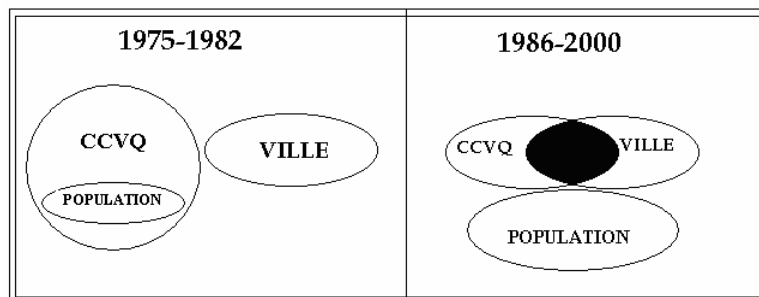
In the document *Proposition d'une stratégie de communication pour le Comité des citoyens du Vieux-Québec* (1994)⁹, the Committee identifies the activities in which internal participation takes place and the main partners in external relations. According to this proposition, internal participation is exercised during « conferences, workshops and social activities inside and outside the General Assemblies » (CCVQ 1994 :4). Five actors are identified to maintain external participation : the population of Old-Québec, the municipal authorities, the partner organizations, the opinion leaders and the media. External participation is largely between the Committee and the municipality. External activities are organized in a way to make

⁹ Ce document a été déposé au Conseil d'administration le 3 mai 1994 et il expose la stratégie de communication du CCVQ. « L'objectif de la stratégie de communication présentée dans ce document est d'identifier l'environnement, les enjeux, les clientèles et les moyens d'actions qui constitueront la base d'un plan de communication ayant pour but de mieux faire connaître le CCVQ, ses orientations, ses positions, ses activités et ses réalisations » (CCVQ, 1994 :1).

aux élus municipaux la position du Comité sur différents dossiers. Le CCVQ délègue alors des membres pour assister aux réunions d'administration de la Ville.

Dès les élections de novembre 1993, le Vieux-Québec pourra compter sur une voix unique au Conseil municipal. La carte électorale de la Cité sera remaniée de telle sorte que l'ensemble de l'arrondissement historique soit représenté par un seul conseiller. Auparavant, le district électoral distinguait la Haute-Ville et la Basse-Ville et deux conseillers siégeaient au Conseil de ville. Reconnaisant la spécificité du Vieux-Québec, « les autorités ont ainsi accédé à une demande formulée de longue date par le Comité des citoyens du Vieux-Québec » (*MURSMURS*, 9 décembre 1992).

Si, au cours de son évolution, le Comité a modifié la perception de son identité, de son opposition et de sa totalité, il n'en reste pas moins que le triangle, au sens de Touraine, reste toujours d'actualité en 2000. En se regardant lui-même comme une catégorie, le Comité est passé de contestataire à conciliateur. Son opposition face à l'administration municipale s'en est ainsi adoucie dans la troisième période. Et le pouvoir d'une parole citoyenne reste toujours un idéal à atteindre. Le graphique 6.1 montre ce rapprochement entre le CCVQ et l'administration municipale. La population est un élément conjoint au Comité. C'est à travers ses différentes publications que le Comité la rejoint, sans toutefois l'intégrer totalement.



Graphique 6.1- Rapprochement entre le CCVQ et l'administration municipale et la population du Vieux-Québec.

Les interlocuteurs du Comité sont aussi les entreprises présentes dans le Vieux-Québec. En plus de la cotisation libre des membres et de la subvention de trois ans assurée par le

Canadien Pacifique et le Château Frontenac, la Caisse Populaire du Vieux-Québec accorde une aide financière pour aider la publication de *Mursmurs*. Pour certains membres du Comité, cela traduit aussi une participation active de divers interlocuteurs aux activités du CCVQ :

On devait aller chercher du financement pour produire nos publications. Donc là, aussi, ça témoignait d'une certaine contribution des institutions du milieu : Hydro-Québec, Château Frontenac, Caisse Populaire. C'était nos commanditaires pour *Mursmurs*. Mais ce n'est pas parce qu'ils étaient commanditaires qu'ils étaient liés au contenu. Mais en même temps, ça témoignait d'une volonté de faire participer les institutions du milieu et les intervenants dans cette démarche-là. (Blais)

Les différents Conseil d'administration veulent tisser un réseau avec ces contacts et ensuite, solidifier ce réseau. La consolidation des relations externes assurera que la voix du CCVQ pourra être entendue dans différents dossiers :

On a préféré ne pas s'associer aux autres Comités de citoyens environnants, pour multiplier les Comités de Citoyens. Ayons nos propres antennes, quitte à ce que nous concertions par exemple. Même chose à Cap-Blanc. Nous voulions donc avoir un bon réseau de relations étendues. Et j'ajouterais à ça, les médias. (...) Et nous avons réussi. Au point qu'un moment donné, c'est eux qui nous appelaient pour avoir notre point de vue sur ce qui venait de se passer. On a fait des conférences de presse, des points de presse, des communiqués de presse. (Lamarque)

Ce rapprochement du Comité avec ses interlocuteurs semble venir de l'attitude « de ne jamais pratiquer la politique de la chaise vide » (Bossé). Les membres veulent donner leur point de vue sur tous les projets concernant le développement du Vieux-Québec. Ils se présentent dans la plupart des consultations pour discuter avec les élus municipaux, les électeurs. Le Comité veut devenir un interlocuteur majeur dans tous les projets concernant le Vieux-Québec.

6.5 Un départ vers une continuité

Dans la troisième période, la vocation du CCVQ change. Il utilise le patrimoine pour structurer ses dossiers et ses actions. Des organes de communication sont mis sur pied et deviennent des outils importants pour tisser des liens entre les différents intervenants. Un esprit de concertation prime dans la façon de défendre les positions. Ces positions doivent être organisées et se défendent lors de débats d'idées, respectueux de tous les participants. Il devient alors important de faire valoir les positions de façon régulière. Des éléments

d'une structure apparaissent : règlements et lois précisent le rôle de chacun et le Comité veut connaître l'ensemble des citoyens pour y appuyer ses actions.

CHAPITRE 7- 2000-2006 : RATIONALITÉ EFFICACE

7.1 Tous les œufs dans le même panier : plan directeur de développement et d'aménagement

La quatrième période est marquée par une désillusion des membres du Comité face aux actions de l'administration municipale dans le Vieux-Québec :

On doit avouer que depuis 1995, il ne s'est rien passé à la ville. Rien, pas de gestes vis-à-vis les résidants du Vieux-Québec. D'ailleurs, Claude Larose l'a lui-même reconnu. Il est aussi candidat à la mairie de Québec et il fait partie du Rassemblement Populaire. On attribue ça au fait que la Ville n'est pas forcément riche : l'argent investi dans St-Roch, on ne peut pas le mettre ailleurs. Le maire L'Allier a focusé sur St-Roch et les millions, on ne peut pas les mettre ailleurs. (Sorieul)

Pour l'administration municipale de la ville de Québec, le début des années deux mille est marqué par les fusions municipales, la fin du mandat du maire Jean-Paul l'Allier et l'arrivée de madame Andrée Boucher. Ce contexte affecte les relations avec l'organisation municipale, pouvant même ralentir les démarches et les positions du Comité dans certains dossiers :

Dans la dernière année, ce qui a ralenti un peu, c'est beaucoup la dynamique des fusions. Qu'on le veuille ou pas, je crois que c'était une bonne orientation à défendre. Je ne suis pas de ceux qui étaient contre, au contraire. Mais c'est tout un défi que de reconstruire une ville avec l'ensemble du territoire. Souvent, ce que nous avons eu comme réponse avec les problèmes du Vieux-Québec, c'était de dire de nous laisser régler les problèmes de la ville. Je suis d'accord aussi. Si tu regardes ce qui s'est passé au niveau de la ville, c'est majeur comme transformation. Donc qu'on n'ait pas eu la même écoute, au niveau du maire, ça s'explique peut-être. (Blais)

Le Comité décide de se concentrer principalement sur un projet d'envergure: le Plan directeur de développement et d'aménagement (PDAD), devant être présenté à la Ville:

Le grand dossier sur lequel on a beaucoup travaillé, c'est le plan directeur. La ville de Québec est en train de reconfigurer son développement au travers de ce qu'il appelle le Plan Directeur de Développement et d'Aménagement (PDAD), avec des plans de quartiers. Nous travaillons sur le plan de quartier du Vieux-Québec et ça, c'est au cœur de nos actions, c'est le moment en or pour faire valoir nos actions. L'automne dernier, il y a eu une journée de consultation publique. Nous étions 15 personnes du CCVQ à faire valoir notre point de vue (...) Donc on pense qu'à défaut de travailler au niveau politique, on va travailler au niveau administratif pour travailler sur le plan de quartier, qui s'en vient l'an prochain. (Angers)

Comme l'inscription du Vieux-Québec dans la liste de l'UNESCO, lors de la relance du Comité en 1989, le PDAD devient un moment important pour les citoyens de se faire entendre au sujet de l'orientation du développement du quartier. Le Comité mise sur cette façon globale de travailler pour atteindre ces objectifs :

On va tenter de faire introduire dedans des choses qu'on considère importantes. Exemple, un moratoire sur le développement de nouvelle hôtellerie. Des quotas pour les nouveaux commerces. L'introduction du principe de la mixité des fonctions. Si vous voulez ajouter une chambre d'hôtel, vous ajouterez un logement. Il faut travailler avec une vision plus globale, ce n'est pas du «spot zoning», comme dans les années 1930 aux États-Unis, (...) ça prend une vision de ville. (Angers)

Selon le président Denis Angers, le plan directeur est un outil de repère pour l'orientation future du développement de la ville. Donc à la fois une vision globale et une vision de continuité pour voir renaître un nouveau quartier :

Mais nous, on pense que le long terme, c'est notre meilleure carte. Peut-être la seule qu'on a, pour influencer le développement de notre quartier de manière globale. On peut faire des petites guerres, sur le Métro, sur ci et ça. Mais tant et aussi longtemps qu'on travaillera à la petite semaine et à la petite pièce, on aura des petites victoires; on n'aura pas la grande victoire. Et la victoire pour nous, c'est de faire en sorte que comme dans Saint-Roch, les gens reviennent et redécouvrent le Vieux-Québec. (Angers)

7.2 Militance éclectique

Des conflits entre les membres qui n'attendent pas la même chose du CCVQ naissent dans la troisième période et se poursuivent dans la quatrième période. Le nombre de membres et de Conseil d'administration augmente, alors les différents points de vue s'entrechoquent. Certains membres travaillent au cas par cas tandis que d'autres préfèrent les gros projets. Dans la quatrième période, la mobilisation est difficile :

Nous sommes un groupe de pression et nos succès vont en fonction des pressions qu'on fait. Les pressions qu'on fait dépendent des élus du Conseil d'administration. Alors ça fluctue dans le temps. On a eu des élus qui étaient plus militants que d'autres et depuis quelques années, c'est moins militant. Les gens sont plus occupés à autre chose. Ça coïncide aussi avec une baisse de mobilisation. La mobilisation, ça s'entretient et à mon point de vue, le présent Conseil d'administration le fait plus ou moins. C'est une critique constructive, je leur ai dit, ils le savent. Si tu veux mobiliser tes gens, tu dois les informer, les faire se rencontrer, les réunir. À l'époque où j'étais sur le Conseil d'administration, on faisait trois ou quatre Assemblées générales par année, en plus de l'Assemblée statutaire. Maintenant, il n'y a que l'Assemblée statutaire, alors ce n'est pas assez pour la mobilisation. (Bossé)

La façon de mobiliser les membres et de publier de l'information est aussi différente d'une période à l'autre :

Mursmurs, nous ne l'avons pas publié au cours des deux ou trois dernières années. Mais en même temps, il y a d'autres moyens. Je crois que je ne resterais pas accroché à ce moyen de

communication là. Aujourd'hui, il a des moyens qui seraient beaucoup plus performants. Ils sont en train de refaire le site en ligne. Je crois que c'est un moyen d'avenir en termes de communication. C'est beaucoup mieux que ce qu'on utilisait dans le temps. Il y a moyen de faire ça sans que ça coûte aussi cher. Ils sont, selon moi, en train de se repositionner en termes de communication. Et c'est toujours important. Je suis assez confiante que s'ils réussissent à faire un bon site et à faire vivre ça, ça sera un élément de communication qui sera important pour la suite des choses. (Blais)

Le *membership* est un indicateur des moments importants dans la vie du Comité. Une forte mobilisation indique une période importante, tandis qu'une baisse du nombre de membres marque un moment plus creux :

En réalité, il y a des temps forts dans la vie d'une organisation. On a eu, historiquement, le patrimoine, le colloque, le PDAD, quelques dossiers chauds comme IMAX ou l'hôtellerie illégale. Lorsqu'il y avait de ces éléments, ça provoque une mobilisation. Mais ça s'essouffle, comme dans n'importe quelle organisation. (Blais)

La présence grandissante des autres acteurs majeurs du Vieux-Québec, comme les commerçants, modifie les actions du Comité. Ils ont réuni leur force et créé l'Association des marchands de la rue St-Jean. Ils siègent sur le Comité consultatif du Vieux-Québec. Les membres du CCVQ semblent alors s'identifier comme résidents du quartier et s'opposent aux intérêts touristiques grandissants ainsi qu'à la pression des acteurs favorisant le développement touristique :

Les autobus touristiques, ça fait dix ans que ça traîne, il ne s'est rien passé. Le lobby touristique est trop fort, trop puissant par rapport à nous. Et dans les dernières années, les pressions de la part du CCVQ sont tranquillement tombées. Un comité multipartite s'est formé, mais comme ça ne débouchait jamais, on est arrivé à un cul-de-sac et la Ville a cessé de convoquer le Comité. Donc, il n'y a plus rien qui se fait. (Bossé)

Dans *Le réaménagement du Vieux-Québec* paru en 1976, Andrée Gendreau et Marcel Bélanger démontrent « le conflit inévitable entre touristes et résidents, dans l'hypothèse où les pouvoirs publics, abandonnant le développement du Vieux-Québec à la rentabilité du tourisme, aient une politique à court terme » :

Ils feraient du Vieux-Québec un musée (...). Mais on aperçoit tout autant, dans l'hypothèse inverse, la possibilité et le devoir finalement d'une politique à long terme, la seule qui concilie les intérêts des uns et des autres, la seule susceptible de maintenant reconnaître la qualité et l'expérience culturelle que l'on se plaît à reconnaître la fréquentation du Vieux-Québec.

(GENDREAU ET BÉLANGER, 1976 : 06).

Ce conflit, décrit dès la fin des années 1970, représente pour le Comité de l'an 2000 un dossier important:

Nous, on a toujours eu deux trucs. Il nous faut un quartier habité et vivant. Vivant parce qu'habité, et habité parce que vivant ! Le cœur et l'âme de l'action citoyenne ça a toujours été ça. Un quartier comme le Vieux-Québec, qui est un joyau, le cœur et l'âme de Québec et du Québec, ce serait tragique qu'il se vide et qu'il devienne une espèce de Disneyland historique et que la seule différence entre nous et Fort Lauderdale, c'est que nos pierres à nous, ce sont des vraies ! (Angers)

Pour le Comité, il devient important de s'assurer du juste milieu entre le développement du quartier et la promotion touristique, pour protéger le cadre du patrimoine vivant et habité :

Nos batailles, en général, c'est toujours de travailler à avoir un équilibre de fonction. Nous ne sommes pas contre les commerces, l'hôtellerie de façon générale. Mais on a vraiment à cœur de préserver un équilibre qui aura toujours des résidents dans le Vieux-Québec, c'est ce qui fait que c'est vivant et habité. Si ça devient un lieu de décors et de touristes, on ne sera pas avancé ! (Blais)

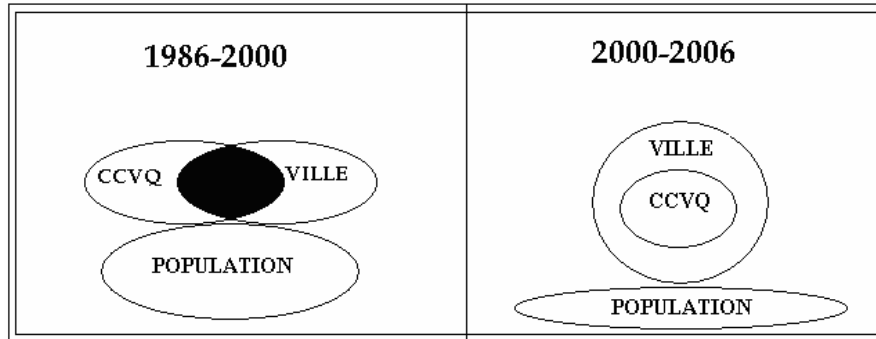
L'équilibre apparaît de façon quotidienne : « Lorsque l'épicier installe un comptoir des produits de l'érable fort prisés par les touristes étrangers, il le fait soit en enlevant des marchandises moins payantes, mais souvent utiles aux résidents, soit en diminuant la variété des produits offerts » (*MURSMURS*, 27 mars 2000.)

7.3 Un même monde : le Comité et ses interlocuteurs

Pour parler de la relation entre le Comité et le pouvoir municipal dans les années 2000, il faut revenir sur l'idéologie mise de l'avant par les leaders de la troisième période. Les membres du Conseil d'administration des années 1990 ont, contrairement aux investigateurs du CCVQ, privilégié la multiplication des réseaux et choisi de miser sur leur insertion progressive au sein de l'administration municipale : « On a toujours privilégié les relations avec la ville (...) » (Sorieul). Le graphique 7.1 illustre la situation entre le CCVQ et ses interlocuteurs. La population, sans être totalement inscrite dans le Comité, devient importante par sa présence dans le quartier. Les habitants doivent demeurer dans le Vieux-Québec pour sauvegarder le côté « vivant et habité »; le *nous* originel perd de sa puissance. Le rapprochement du Comité avec l'administration municipale de la période précédente s'est lentement transformé en une immersion complète. Certains membres du Comité travaillent directement dans l'administration

municipale, tout en militant simultanément au sein du CCVQ. Ils espèrent en tirer profit pour faire avancer certains dossiers :

C'est joindre l'utile à l'agréable. Ça donne une vision, dans le CCVQ, qui est plus large, de l'intérieur. C'est parfois utile pour ce que je fais dans mon travail et mon travail est parfois utile pour le CCVQ. Une espèce de complémentarité. (Angers)



Graphique 7.1 - L'intériorisation du Comité dans l'administration municipale et la position de la population du quartier.

Mais cette convergence donne-t-elle les résultats souhaités ? Rien n'est moins certain si l'on se fie au discours des leaders actuels. Denis Angers résume la position de la ville par rapport au Vieux-Québec en ces mots : « (...) je ne crois pas que ce soit une priorité. (...) L'Allier n'a pas été un grand maire pour le Vieux-Québec. (...) il n'avait pas cette sensibilité particulière du résidant qui le vit, qui le sent ! » Si les membres actuels cherchent le consensus face aux administrateurs municipaux et ne souhaitent plus être vus comme étant systématiquement contre tout ce que la ville propose, il reste néanmoins du chemin à parcourir pour que leur intégration ne soit pas que factice. Même si, au cours de ses trente années d'existence, le Comité a gagné sa reconnaissance en tant qu'interlocuteur sérieux, celle-ci ne semble pas toujours être synonyme d'actions concrètes de la part de l'administration municipale.

Le Comité fait appel aux médias lors d'événements d'envergure. Lors des élections municipales de 2005, les membres du Conseil d'administration relancent le débat avec les candidats au poste de conseiller municipal du quartier et organisent une soirée de discussion avec ces derniers. Le Comité publie aussi une lettre ouverte dans *Le Soleil*, en collaboration avec le Comité des citoyens de Notre-Dame-des-Victoires et Vieux-Port. Ensemble, ils rappellent les cinq dossiers majeurs du Vieux-Québec. La circulation

automobile, comme l'achalandage des autocars touristiques, devrait être réduite par l'utilisation de navettes écologique au centre-ville. «Le fléau de la conversion insidieuse des espaces commerciaux en trappes à touristes saisonnières, souvent fermées l'hiver, écoulant trop souvent des babioles importées et produits de pacotille» (*Le Soleil*, 31 octobre 2005). La lettre ouverte dénonce aussi la disparition grandissante des services destinés aux résidants et la généralisation d'hôteliers illicites, louant à la semaine ou au mois. Ces logements sortent du marché régulier et accueillent des visiteurs occasionnels, plutôt que sur une longue période. Finalement, les nombreuses ventes d'appartements à prix élevé à des propriétaires étrangers, venant dans le Vieux-Québec à temps partiel, ne représentent pas des partenaires de longue durée pour la prospérité collective.

Officiellement, le président se fait le porte étendard des actions et des idées, au travers des quatre périodes. Il assume des fonctions de représentant dans les relations externes entretenues par le Comité. Cependant, les porteurs de ballons ne sont pas toujours les présidents : «Ça va en fonction des connaissances. Par exemple, l'aménagement et le zonage, c'est mon dossier. C'est ma formation. J'ai plus de facilité dans ça. C'est variable en fonction des dossiers» (Bossé). Le président semble marquer les actions du Comité par les intérêts qu'il porte. Les relations externes et internes se teintent de ses idées et de ses valeurs :

C'est évident que c'est les gens qui sont à la présidence, c'est déterminant dans l'élaboration de la vision et de l'approche. Mais en même temps, ça doit toujours être entériné par une assemblée générale. Il y a parfois eu des débats aussi. La question des conseils de quartier c'est venu. Mais l'assemblée a toujours souscrit. Ça a été coloré par les présidents. Mais tu vas là-dedans avec tes valeurs et tes convictions aussi. Si ça fait parti de tes valeurs, tu défends cela. Alors oui, pour répondre précisément à ta question. Quand je regarde les personnes qui ont passé là, ça a été des gens qui souscrivaient à cette approche-là. (Blais)

Le tableau 7.1, à la page suivante, présente les différents présidents interviewés, un extrait de leur discours et l'idéologie de leur époque se traduisant dans des actions et des dossiers.

<u>ANNÉE</u>	<u>PRÉSIDENT</u>	<u>IDÉOLOGIE</u>	<u>ACTIONS ET DOSSIERS</u>
1975 à 1979	André Sirois <i>« Nous avions décidé que l'on dénonçait et que l'on allait se battre. »</i>	Revendication	- <i>Le Petit Manuel du Citoyen du Vieux-Québec</i> -Inauguration de l'autoroute Dufferin
1991 à 1995	Jacques Lamarche <i>«Ça ternissait aussi la ligne d'action que nous nous étions donné, qui était celle de la contestation et non pas celle de la contestation. Un endroit où nous avons réussis à jouer cette carte-là beaucoup, c'est au Comité consultatif, qui était un conseil de quartier.»</i>	Concertation et débats d'idées	-Conservation du Patrimoine -Groupes de travail -Organisation du colloque des Villes du patrimoine mondial -IMAX
1995 à 1997	Claudette Blais <i>«C'est en favorisant la concertation entre intervenants qu'on va réussir à travailler des projets qui ont des chances de réussir.»</i>	Rationalité efficace	- Mise sur des gros dossiers : plan directeur d'aménagement et de développement -Fêtes du 400 ^{ième} - Élections municipales
2004 à aujourd'hui	Denis Angers <i>«Mais nous, on pense que le long terme, c'est notre meilleure carte. Peut-être la seule qu'on a, pour influencer le développement de notre quartier de manière globale.»</i>		

Tableau 7.1 Différents présidents, l'idéologie et leurs actions.

L'IDENTITÉ DU COMITÉ DES CITOYENS DU VIEUX-QUÉBEC: L'HEURE DU CHOIX

En analysant les différents courants ayant animé le CCVQ, nous sommes à même de mettre à jour deux axes principaux ressortant clairement des trente années d'existence de ce mouvement citoyen. En premier lieu, malgré quelques dossiers ponctuels, certaines préoccupations demeurent les mêmes de période en période: transport, circulation, hôtellerie illicite, dépeuplement, perte de services, etc. Si les membres ont toujours combattu ces problèmes récurrents depuis 1975, ils ne l'ont pas fait sous la même logique d'action. Du ponctuel actif et revendicateur, en passant par la tentative d'intégration et de concertation entre les différents interlocuteurs du Comité, sans oublier l'abondance de mémoires visant à proposer une vision globale, les façons de mener les dossiers se sont métamorphosées. Il serait faux de percevoir ces différentes logiques totalement indépendantes les unes des autres. Bien que chaque période ait privilégié une de ces logiques, des courants et des enchevêtrements idéologiques sont perceptibles. La façon de mener les dossiers visent un même dessein, allant au-delà de l'idéologie, des périodes ou des logiques : le Comité veut atteindre les objectifs qu'il s'est fixés.

En deuxième lieu, les relations externes du Comité s'inscrivent principalement avec deux interlocuteurs. L'administration municipale demeure l'interlocuteur majeur dans les différents combats menés par le Comité, mais le lien les unissant s'est modifié. L'opposition première entre les deux acteurs devient, au fil du temps, une immersion totale. Les médias, quant à eux, détiennent une importance relative à travers les périodes, mais leur présence demeure importante dans l'histoire du CCVQ. Ils accordent au Comité une tribune dès sa naissance et cette voix permet au Comité de se faire connaître par la population. Par le fait même, elle force ainsi sa reconnaissance par l'administration municipale. Dans la troisième période, cette importante présence dans les médias diminue et est remplacée par la publication des *Mursmurs* et de *Minimot*. Ces organes de communication deviennent des outils de promotion de l'idéologie du Comité.

En terminant cette rétrospective, il semble important de mentionner l'absence d'une militance assez forte pour soutenir le fonctionnement du Comité dans les années 1980. Au début de son histoire, le CCVQ agit sous la logique d'une lutte quotidienne. Il s'occupe de plusieurs dossiers touchant la vie des résidants et vise un changement global pour démocratiser l'appareil municipal. Malgré cette première période, très forte en actions et en revendications, le Comité s'essouffle en 1982.

Les hypothèses s'entrechoquent pour expliquer ce court moment de disparition. D'abord, le Comité est mis sur pied pour protéger le Vieux-Québec et il lutte pour une plus grande transparence de la part de l'administration municipale. L'arrivée du Renouveau municipal, la création des conseils de quartier apparaissent peut-être comme une victoire. Les membres ne voient donc plus la nécessité de se battre.

Une autre remarque porte sur la période suivant cet essoufflement de la militance, en 1989. Si le président détient une influence majeure dans l'idéologie du Comité, l'impossibilité de nous rencontrer pour la présidente du Conseil d'administration relançant le Comité en 1987 laisse voguer l'existence d'une période supplémentaire. Lorsque l'UNESCO inscrit le Vieux-Québec à sa liste de quartiers historiques, le Comité renaît. Nous avons choisi d'associer le Conseil d'administration de 1987 à la troisième période, celle de la concertation, à la lumière des archives de cette période. Les différents dossiers menés par le Comité, dont l'importante campagne de financement, s'inscrivent dans un esprit de concertation avec ses interlocuteurs. Dans cette troisième période, le Comité passe de la lutte quotidienne à une lutte institutionnelle, visant la protection du patrimoine. Les membres créent des liens avec leurs interlocuteurs et agissent dans ce réseau pour atteindre leurs objectifs.

À ces trois premières périodes s'ajoutent une quatrième période, débutant en l'an deux mille. À cette période le Comité canalise son énergie sur des dossiers importants, en misant sur une collaboration de plus en plus étroite avec l'administration municipale. Les luttes du Comité détiennent encore un caractère institutionnel, mais les actions visent des projets globaux, dans lesquels diverses luttes s'additionnent. L'importance du tourisme,

présent dans le Vieux-Québec et s'accroissant avec la reconnaissance mondiale, demande une stabilité des forces pour préserver un équilibre entre le développement touristique et la qualité de vie des résidents.

Comme dans tous les mouvements sociaux, une implication citoyenne est nécessaire pour l'existence de conseils d'administration et d'assemblées générales. Beaucoup de membres actuels sont impliqués dans les activités du CCVQ depuis de nombreuses années. Leur expertise et leur recul sont définitivement des atouts majeurs. Cependant, même les plus convaincus ne sont pas à l'abri de la lassitude et de la fatigue. Le nouveau plan directeur d'aménagement, proposé par le Comité, favorise une vie de quartier et le retour de jeunes familles. Il est possible que le CCVQ y trouve de nouveaux visages prêts à le soutenir et même, à en prendre la relève.

Deux formes de militance semblent, pour l'instant, s'affronter discrètement. D'un côté, certains membres semblent souhaiter un retour à une combativité plus explicite et à un clivage plus manifeste entre le Comité et le pouvoir municipal. D'un autre côté, la majorité des membres mise sur une concertation ouverte entre tous les intervenants ayant des intérêts dans le Vieux-Québec. Il est possible que ces deux positions soient réconciliables et complémentaires : ce sera une des tâches des Conseils d'administration et des Assemblées générales de se pencher sur cette question.

Andrée Fortin (1985), dans son essai sur les coopératives d'alimentation au Québec, fait état d'un développement en quatre phases pouvant s'appliquer à l'ensemble des mouvements sociaux et des associations ou groupes communautaires, collant à l'évolution du Comité. La phase un, nommée « petit noyau missionnaire », consiste en une intégration complète entre des acteurs sociaux extrêmement stimulés et enthousiastes. La phase deux, caractérisée par « l'augmentation des membres actifs du comité », est marquée par des conflits résultant de visions différentes concernant les idéologies directrices qui devraient porter le comité. La phase trois est caractérisée par un processus de développement fort et une consolidation de l'idéologie dominante. Finalement, dans la

quatrième phase, on assiste à l'écllosion d'une bureaucratie partielle. Le mouvement est devenu un système bien huilé.

Le Comité des citoyens du Vieux-Québec incarne dans ses débuts une partie du phénomène des mouvements sociaux, mais incarne aussi une parole citoyenne en mutation. Il suit le flot de la société dans laquelle il prend vie. Nous n'avons pu analyser qu'une dimension du Comité et ainsi, de son influence dans l'histoire de la ville de Québec. Ce type de parole populaire, très fort au Québec dans les années 1960, diminue avec le temps. Le feu d'artifice des années 1970 s'estompe tranquillement et une autre façon d'envisager le Comité s'installe. Cependant, la renaissance du Comité prouve que les résidants du Vieux-Québec *ne se sont pas retirés et ne dorment pas de leur dernier sommeil, murés dans la pierre de taille de leurs demeures, aux larges bow windows.*

8. BIBLIOGRAPHIE

8.1 Ouvrages

ANGERS, Denis et Denis L'ANGLAIS, 2005. «Guérir les cinq plaies du Vieux-Québec». *Le Soleil* (Québec), 31 octobre.

AKOUN, André et Pierre ANSART, *Dictionnaire de sociologie*, Paris: Le Robert Seuil, 1999.

BLONDIN, Marcel. « Vie urbaine et animation sociale », dans *Recherches sociographiques*, vol.9, #1-2 janvier-août 1968, Québec : Presse de l'Université Laval.

CASTELLS, Manuel, *Luttes urbaines et pouvoir*, Paris : F. Maspero, 1973.

DROUIN, Martin, *Le combat du patrimoine à Montréal (1973-2003)*, Montréal : Presses de l'Université du Québec, 2005.

DUMONT, Fernand, *Les idéologies*, Paris : Presses universitaires de France, 1974.

DUMONT, Fernand. « Eessor et déclin du Canada français », *Recherches sociographiques*, XXXVIII, 3, 1997, Québec : Presse de l'Université Laval.

DUSCHÊNES, Steve, 1985. «L'inscription du Vieux-Québec». *Le Soleil* (Québec), 5 décembre.

ÉZOP-QUÉBEC, *Une ville à vendre ?*, Laval : Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1981.

FLEURY, Robert, 1993. « IMAX: des membres du Comité de citoyens du Vieux-Québec veulent élire leur direction ». *Le Soleil* (Québec), 18 novembre.

FORTIN, Andrée, *Le Rézo : Essai sur les coopératives d'alimentation au Québec*, Québec : Institut québécois de la culture, 1985.

FORTIN, Andrée. « Affirmations collectives et individuelles », dans Marie-Charlotte De Koninck et Pierre Landry (dirs), *Déclics art et société. Le Québec des années 1960 et 1970*, Québec et Montréal : Musée de la civilisation, Musée d'Art contemporain, 1999.

FORTIN, Andrée « La participation politique : des comités des citoyens... » dans Jacques T.Godbout, *La participation politique. Leçons des dernières décennies*, chapitre 11, pp. 219-250. Québec : Institut québécois de la culture, Collection : Questions de culture 1991.

GENDREAU, Andrée et **BÉLANGER**, Marcel, *Le réaménagement du Vieux-Québec: un exemple d'application emprunté à l'analyse perceptuelle de l'environnement*, Québec : Cellule de géographie culturelle, Département de géographie : Université Laval, 1976.

HAMEL, Pierre, *The Fragmentation of Social Movements and Social Justice-Beyond the Traditional Forms of Localism*. Dans P.Hamel, H.Lustiger-Thaler and M.Mayer (dir.) *Urban Movements in a Globalising World*, Londres, Routledge, pp.158-176.

LEMIEUX, Louis-Guy 1990. « Front commun pour assurer la qualité de vie ». *Le Soleil* (Québec), 28 février.

LÉGARÉ, Anne, *Les Comités de citoyens : nouvelle forme de participation*. Thèse de maîtrise, Université Laval, 1970.

Pour l'évolution de la politique culturelle. Document de travail, Québec, ministère des Affaires culturelles, 1976.

QUESNEL, Louise, Serge **BELLEY** et Jacques **LÉVEILLÉE**, *Partis politiques municipaux. Une étude de sociologie électorale*, Montréal : Agence d'Arc, 1991.

RACICOT, Pierre, *La politique de rénovation urbaine : le cas québécois*, Québec : Conseil des œuvres et du bien-être de Québec, 1972.

ROCHER, Guy, *Introduction à la sociologie générale*, Montréal, Hurtubise HMH, 1999.

ROUTHIER, Benoît, 1993. « Le président des citoyens du Vieux-Québec accompagne L'Allier au Maroc ». *Le Soleil* (Québec), 1 septembre.

TOURAINÉ, Alain, *La voix et le regard*, Paris : Seuil, 1978.

TREMBLAY, Pierre-André, *Les Comités de citoyens de Québec : contribution à l'histoire du mouvement populaire à Québec (1966-1981)*. Thèse de doctorat, Université Laval, 1987.

VOISARD, Anne-Marie, 2005. «Camions lourds sous surveillance». *Le Soleil* (Québec), 5 mars.

8.2 Archives du Comité des citoyens du Vieux-Québec

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU CCVQ, *La rue pour tous et la vie du Quartier*, MÉMOIRE : 15 mai 1990.

CCVQ, *Le Comité des Citoyens du Vieux-Québec se présente : son origine, ses objectifs, son fonctionnement*, 1991.

CCVQ, *Le Petit Manuel des citoyens du Vieux-Québec*, Les Édition du Vieux-Québec, Québec, 1976.

CCVQ, *Proposition d'une stratégie de communication pour le Comité des Citoyens du Vieux-Québec*, 3 mai 1994.

CCVQ, *Lettres patentes*, Gouvernement du Québec, Ministère des Consommateurs, Coopérative et institutions financières, Service des compagnies, 1975.

CCVQ, *Lettres patentes ajoutées*, Gouvernement du Québec, Inspecteur général des institutions financières, 1989.

GERMAIN Louis JOLI-CŒUR, Jacques et LAMARCHE, Jacques, *Québec, joyau du patrimoine mondial*, Mémoire : 27 mai 1987.

SIMARD, Michel, *Vivre dans le Vieux-Québec : rapport d'enquête*, Québec, 2002.

8.2.1 Revue Mursmurs

18 septembre 1989

9 juin 1989

8 janvier 1990

30 avril 1990

9 décembre 1992

27 mars 2000

8.3 Documents électroniques

United Nations Educational Scientific and Cultural Organization. Site de l'UNESCO.

[En ligne]. <http://whc.unesco.org/pg.cfm?l=FR> (Page consultée le 25 septembre 2006).

Ville de Québec. Site de la ville de Québec. [En ligne].

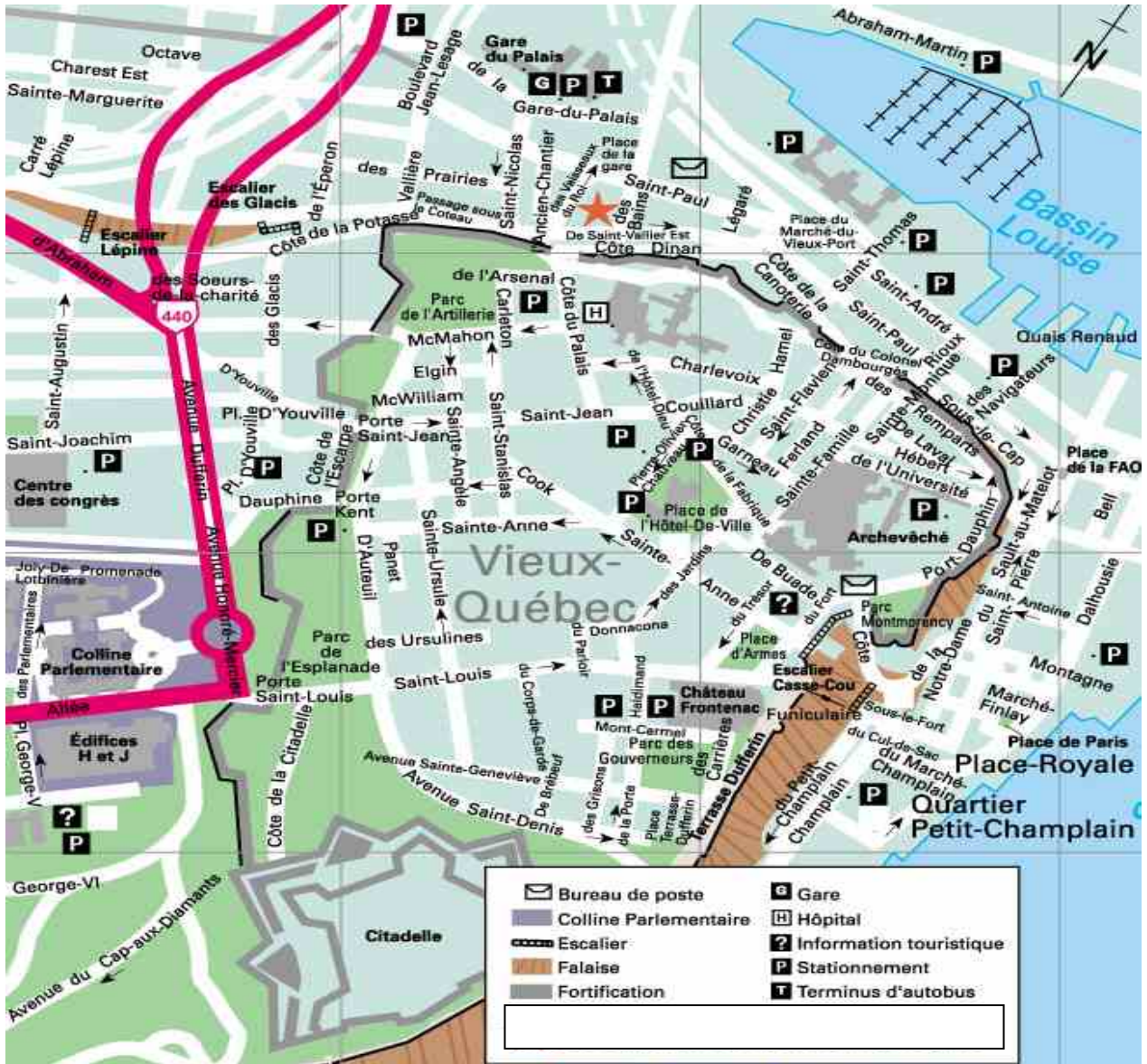
http://www.ville.quebec.qc.ca/fr/exploration/patrimoine_mondial.shtml (Page consultée le 02 octobre 2006).

ANNEXE I- LES HUIT ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE QUÉBEC



(source : Ville de Québec : site en ligne)

ANNEXE III- LE QUARTIER DU VIEUX-QUÉBEC



(source : <http://pages.infinit.net/couettes/index.htm>)

**ANNEXE IV- LES QUATRE TEMPS DU COMITÉ : LES PRÉSIDENTS DU CCVQ ET LES
REPRÉSENTANTS DE LA VILLE DE QUÉBEC**

<u>PÉRIODE</u>	<u>ANNÉE</u>	<u>PRÉSIDENT</u>	<u>MAIRE DE LA VILLE DE QUÉBEC</u>
OPPOSITION	1975	André Sirois	Gilles Lamontagne (1965-1977) <i>Progrès Civique</i>
	1977	André Sirois	
	1979		Jean Pelletier (1977- 1989), <i>Progrès Civique</i>
	1981	Denise Jardon	
ESSOUFFLEMENT	1983		
	1985		
CONCERTATION	1987	Carole Marsot	Jean-Paul L'Allier (1989-2006), <i>Renouveau municipal de Québec</i>
	1989	Carole Marsot	
	1991	Jacques Lamarche	
	1993	Jacques Lamarche	
	1995	Claudette Blais	
	1997	Christine Gosselin	
GLOBALITÉ	2000	Christine Gosselin	Andrée Boucher (2006-...), <i>candidate indépendante</i>
	2002	Françoise Sorieul	
	2004	Denis Angers	
	2005	Denis Angers	

ANNEXE V- CLASSIFICATION DES QUESTIONS SELON LES OBJECTIFS

(P) Questions s'adressant aux présidents

(M) Questions s'adressant aux autres membres

- OBJECTIF SPÉCIFIQUE 1 : CONNAÎTRE LE RÉPONDANT

Opérationnalisation

1. Combien de temps avez-vous occupé le poste de (*nommer le poste*) au sein du CCVQ ?
2. Quelles étaient vos fonctions?
3. En vous impliquant, qu'est-ce que vous vouliez faire bouger ?
4. Quelles ont été les décisions dont vous êtes le plus fier ?
5. Quelles ont été les actions dont vous êtes le plus fier ?
6. Quelles ont été vos déceptions durant votre implication?
7. Avez-vous déjà été impliqué ou êtes-vous impliqué sur le plan social ou politique dans un autre organisme que le CCVQ?

- OBJECTIF SPÉCIFIQUE 2 : QUELLES ONT ÉTÉ LES PÉRIODES MARQUANTES DE L'HISTOIRE DU COMITÉ ?

Opérationnalisation

OBTENIR DES INFORMATIONS SUR LES PÉRIODES MARQUANTES

8. Quelles ont été les périodes marquantes du comité durant le temps que vous y étiez?
9. Depuis ses débuts, quelles ont été les périodes marquantes de l'histoire du comité ?

OBTENIR DES INFORMATIONS SUR DES ÉVÉNEMENTS PRÉCIS

10. Qu'est-ce que l'arrivée [**nommer l'événement en a) b) c)**] a changé dans l'histoire du Comité ?
 - a. de la permanence, comme celle de 1987 à 1988
 - b. des *Mursmurs*, en 1989
 - c. du site Internet
11. (*Au besoin, si un événement nouveau est nommé par le répondant au cours de l'entrevue, approfondir cette réponse avec la même formule qu'à la question 9*)
12. Pourquoi pensez-vous que le CCVQ a cessé ses activités en 1982 ?

- OBJECTIF SPÉCIFIQUE 3 : SELON QUELLE VISION DU COMITÉ LA PRÉSIDENTE A-T-ELLE ORIENTÉ LES ACTIVITÉS DE L'ORGANISATION DEPUIS 1975 ?

Opérationnalisation

IDENTIFIER DIVERSES FORMES D'INFLUENCE ENVERS LES PRÉSIDENTS

13. (P) En tant que président, qui vous aidait à prendre des décisions ?
14. (M) Selon vous, qu'est-ce qui peut influencer le président dans l'exercice de ses fonctions?
15. Dans un contexte plus large, croyez-vous que le parcours du CCVQ a été influencé? Si oui, par quel élément ?
16. Qui ont été les leaders des dossiers importants du CCVQ ?

17. (P) Qui vous aidait à prendre des décisions ?
18. Durant votre implication au sein du CCVQ, quels ont été vos collaborateurs
 - a. à l'intérieur du Comité ?
 - b. à l'extérieur du Comité ?

IMPLICATION INTERNE

19. Quelle était l'ambiance générale au sein du CCVQ ?
 - Consensus, débats, tension
20. Où se tenaient les rencontres du conseil d'administration ?
 - Durée, ambiance, prolongement
21. Où se tenaient les assemblées générales des membres ?
 - Durée, ambiance, prolongement
22. Travailliez-vous davantage en équipe ou individuellement ?
23. (P) Durant votre mandat ou vos mandats, à combien s'élevait le nombre total de membres au CCVQ ?
24. (M) Pouvez-vous estimer le nombre de membres total inscrits au CCVQ durant votre présence ?

IMPLICATION EXTERNE

25. Personnellement ou au CCVQ, aviez-vous des relations à l'extérieur du comité :
 - avec les autorités municipales ?
 - avec les médias ?
 - avec les autres comités citoyens ?
 - avec d'autres personnes ou organisme ?
26. Comment qualifieriez-vous ces relations ?
 - a. Ont-elles changées au cours de votre mandat ou après la fin de votre mandat?
27. (P) Assistiez-vous à des réunions extérieures à celles du CCVQ dans l'exercice de vos fonctions ?

OBJECTIF SPÉCIFIQUE 4 : CONNAÎTRE LES DOSSIERS DU CCVQ

Opérationnalisation:

28. Quels sont les principaux dossiers sur lesquels votre comité s'est penché lors de votre mandat ?
29. Qui proposait ces différents dossiers ?
30. Selon vous, pourquoi ces dossiers étaient intéressants ?
31. Est-ce que des objectifs étaient fixés dans ces dossiers ?
 - a. Si oui, quels étaient les moyens que vous avez pris pour atteindre les objectifs?
32. Selon vous, s'il y a des objectifs qui n'ont pas été atteints, qu'est-ce qui a empêché leur réalisation ?
33. S'il y a des objectifs qui ont été atteints, qu'est-ce qui a favorisé leur réalisation ?

OBJECTIF SPÉCIFIQUE 5 : CONNAÎTRE LEUR VISION DU CCVQ ET DE SON HISTOIRE

Opérationnalisation:

34. Selon vos connaissances sur l'histoire du CCVQ, considérez-vous que les objectifs et le type d'actions ont changé entre 1975 et 2005?
35. Comment percevez-vous l'avenir du CCVQ ?
36. De façon utopique, quelle serait la meilleure situation pour le CCVQ ?
37. Selon vous, y avait-il un projet commun au CCVQ ?
38. Vous identifiez-vous aux autres membres du CCVQ ?
39. À combien le financement du CCVQ s'élevait-il lors de votre implication ?

ANNEXE VI- SCHÉMA D'OPÉRATIONNALISATION

<u>CONCEPTS</u>	<u>DIMENSIONS</u>	<u>COMPOSANTES</u>	<u>INDICATEURS</u> (référez à l'annexe V pour les questions)
HISTOIRE DU RÉPONDANT	PASSÉ DU RÉPONDANT	ENTRÉE EN FONCTION IMPLICATION PRÉSIDENTE/ BÉNÉVOLAT FONCTIONS	QUESTIONS 1 À 7
DOSSIERS DE LEUR MANDAT	PLUS FIERES DÉCEPTIONS	QUI, QUOI, COMMENT, POURQUOI, OÙ	QUESTIONS 21-22 24 à 26
DYNAMIQUE	INTERNE	RELATIONS INFLUENCE COLLABORATION OPPOSITION	QUESTIONS 10 à 19, 23
	EXTERNE	POPULATION GÉNÉRALE POPULATION RÉSIDANTE DU VIEUX- QUÉBEC ORGANISMES PARTENAIRES LEADERS D'OPINION/ MÉDIAS AUTORITÉS MUNICIPALES	QUESTION 20-21
MOUVEMENT SOCIAL	LOGIQUE	IDENTITÉ OPPOSITION PROJET-HISTORICITÉ	QUESTIONS 30-31
HISTOIRE DU CCVQ	PÉRIODES MARQUANTES	MOMENTS FORTS MOMENTS FAIBLES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS	QUESTIONS 7 À 9

ANNEXE VII- SCHÉMA D'ENTREVUE

SECTION I- PRÉSENTATION PERSONNELLE

<p>PRÉSENTATION DES ÉTUDIANTS PRÉSENTATION DE LA RECHERCHE OBJECTIFS DE LA RECHERCHE</p>
--

SECTION II- HISTOIRE DU RÉPONDANT

<p>HISTOIRE DU RÉPONDANT</p>	<p>POURQUOI VOUS ÊTES VOUS IMPLIQUÉ DANS LE CCVQ ? QUELLES ONT ÉTÉ LES DÉCISIONS OU LES ACTIONS DONT VOUS ÊTES LE PLUS FIER ? QUELLES ONT ÉTÉ VOS DÉCEPTIONS ? QUELLES ÉTAIENT VOS FONCTIONS ?</p>
------------------------------	--

SECTION III- LES PÉRIODES MARQUANTES DE L'HISTOIRE DU COMITÉ

<p>PÉRIODES MARQUANTES</p>	<p>QUELLES ONT ÉTÉ LES PÉRIODES MARQUANTES DE L'HISTOIRE DU COMITÉ ?</p>
----------------------------	--

SECTION IV- SELON QUELLE VISION DU COMITÉ LA PRÉSIDENTE A-T-ELLE ORIENTÉ LES ACTIVITÉS DE L'ORGANISATION DEPUIS 1975 ?

<p>DYNAMIQUE INTERNE</p>	<p>QUI VOUS AIDAIT À PRENDRE DES DÉCISIONS ? AVEZ-VOUS ÉTÉ INFLUENCÉ PAR DES ÉVÉNEMENTS LORS DE VOTRE MANDAT ? QU'EST-CE QUI, DANS LE CONTEXTE SOCIAL, A INFLUENCÉ LE PARCOURS DU CCVQ ? QUI SONT LES LEADERS DES DOSSIERS IMPORTANTS DU CCVQ ? QUI VOUS AIDAIT À PRENDRE DES DÉCISIONS ? DURANT VOTRE MANDAT, QUELS ONT ÉTÉ VOS COLLABORATEURS DANS LES ACTIONS POSÉES ?</p>
	<p>QUELLE ÉTAIT L'AMBIANCE GÉNÉRALE AU SEIN DU CCVQ ? - CONSENSUS, DÉBATS, TENSION SELON VOS CONNAISSANCES SUR L'HISTOIRE DU CCVQ, CONSIDÉREZ-VOUS QUE LES OBJECTIFS ET LE TYPE D' ACTIONS ONT CHANGÉ ENTRE 1975 ET 2005 ? OÙ SE TENAIENT VOS RENCONTRES ? - DURÉE, AMBIANCE, PROLONGEMENT POUR FAIRE AVANCER LES DOSSIERS, TRAVAILLIEZ-VOUS D'AVANTAGE EN ÉQUIPE OU INDIVIDUELLEMENT ?</p>
	<p>QUELS SONT LES PRINCIPAUX DOSSIERS SUR LESQUELS VOTRE COMITÉ S'EST PENCHÉ LORS DE VOTRE MANDAT ? QUELS SONT LES ACTIONS QUE VOUS AVEZ PRISES POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DANS CES DOSSIERS ? COMMENT QUALIFIERIEZ-VOUS LES RELATIONS AVEC LES AUTORITÉS MUNICIPALES ? AVEC LES MÉDIAS ? AVEC LES AUTRES COMITÉS CITOYENS ?</p>

DYNAMIQUE EXTERNE	<p>DURANT VOTRE MANDAT, QUELS ONT ÉTÉ VOS COLLABORATEURS DANS LES ACTIONS POSÉES ?</p> <p>S'IL Y A DES OBJECTIFS QUI N'ONT PAS ÉTÉ ATTEINTS, QU'EST-CE QUI A EMPÊCHÉ LEUR RÉALISATION ?</p> <p>S'IL Y A DES OBJECTIFS QUI ONT ÉTÉ ATTEINTS, QU'EST-CE QUI A FAVORISÉ LEUR RÉALISATION ?</p> <p>-CONCESSION, RÉSULTAT MITIGÉ.</p> <p>ASSISTIEZ-VOUS À DES RÉUNIONS EXTÉRIEURES À CELLES DU CCVQ DANS L'EXERCICE DE VOS FONCTIONS ?</p>
-------------------	---

SECTION V- DIFFÉRENTS DOSSIERS ET LEUR VISION DU CCVQ

<p>CONNAÎTRE LES DOSSIERS ET LEUR VISION DU CCVQ</p>	<p>DANS QUEL DOSSIER AVEZ-VOUS LE PLUS INVESTI DE TEMPS ?</p> <p>TRANSPORT, TOURISME, DÉNEIGEMENT, SERVICE DE PROXIMITÉ, SEL, PATRIMOINE, BRUIT, STATIONNEMENT, VIE DE QUARTIER, CARNAVAL, SELON VOS CONNAISSANCES SUR L'HISTOIRE DU CCVQ, CONSIDÉREZ-VOUS QUE LES OBJECTIFS ET LE TYPE D' ACTIONS ONT CHANGÉ ENTRE 1975 ET 2005?</p> <p>COMMENT PERCEVEZ-VOUS L'AVENIR DU CCVQ ?</p> <p>DE FAÇON UTOPIQUE, QUELLE SERAIT LA MEILLEURE SITUATION POUR LE CCVQ ?</p> <p>SELON VOUS, QUEL ÉTAIT LE PROJET COMMUN AU CCVQ ?</p> <p>VOUS IDENTIFIEZ-VOUS AUX AUTRES MEMBRES DU CCVQ ?</p> <p>EN VOUS IMPLIQUANT AU SEIN DU CCVQ, QUEL DOSSIER VOULIEZ-VOUS FAIRE BOUGER ?</p>
--	---

ANNEXE VIII- ARCHIVES

DOCUMENTATION DIVERSE INTERNE

Date	Titre du document	Résumé
2002	Copie de résolution relative aux préoccupations prioritaires du CCVQ pour 2002	Projets adoptés par l'AG du 21 novembre
1976	<i>Le Petit Manuel des Citoyens du Vieux-Québec</i>	Première publication décrivant la création du CCVQ
1977	Prise de position du CCVQ sur le règlement 2474, tel que présenté en première lecture	Retour sur le zonage
1977	Résultat de la consultation tenue dans 9 secteurs du VQ	Que réserve le projet de zonage pour le VQ?
1977	Principales propositions et observations faites à la réunion publique du comité des citoyens sur les propositions de circulation dans le VQ	Retour sur le mémoire Rapport sur les Transports au centre-ville
1978	Remarque au sujet du projet de règlement 2499	Fonction résidentielle, fonction commerciale et fonction administrative: diversité sociale
1979	Mémoire à la commission parlementaire de Affaires municipales concernant le projet de loi 216	Légiférer dans un règlement en faveur de la communication entre les deux partis pour favoriser la communication et l'information
1987	Le CCVQ: recueil de document d'intervention et de communication	Divers mémoires, divers <i>Mursmurs</i>
1988	Le CCVQ: son origine, ses objectifs, son fonctionnement	
1991	Le CCVQ: son origine, ses objectifs, son fonctionnement	Version améliorée
1993	Le CCVQ: règlements généraux	3 versions améliorées et ratifiées
1994	Proposition d'une stratégie de communication pour le CCVQ	Quels sont leurs outils de communication? Listes de partenaires potentiels
1996	Sommaires des principales propositions du comité des CCVQ au groupe de travail sur les autocars touristiques été 1996	Objectifs: interventions et recommandations
1998	Plan d'action pour la période de 1998-2000 CCVQ	Intervention privilégiée pour 1998-1999 en regard des objectifs poursuivis RESPONSABLES ET ÉCHÉANCES
2000	Liste des membres du CCVQ	Liste des membres
2002	Projet d'une série thématique de <i>Mursmurs</i> d'ici 2008, le Vieux-Québec dans tous ses sens	Contribution du CCVQ pour le 400ième :goût, ouïe, odorat et toucher
	Règlements de l'arrondissement 1 sur la constitution d'un comité consultatif d'urbanisme	

CORRESPONDANCE

Date	Titre du document	Résumé
1999	Le Bruit!!!- à L'Allier de GOSSELIN	le Bruit
2000	Lettre- à Sheila Coops de L'ALLIER	Projet de terminal pour Pointe-à-Carcy
2000	Conseil des monuments et sites du Québec	Projet de terminal pour Pointe-à-Carcy
2001	Vitesse de circulation à 30 km-h dans le VQ- à L'Allier de GOSSELIN	
2001	Bruits, amuseurs publics et festivités- à Jean-Paul l'Allier	Visé à réduire le bruit ambiant
2002	La nouvelle Place Pouchkine, à la rencontre de la rue de Laval et de la rue Hébert dans le VQ intra-muros	Problème de circulation dénoncée par un membre
2002	Pour un plat de lentilles- à Joseph Facal	Visé à racheter un édifice (du YMCA?) par le gouvernement
2003	Rappel de certains engagements qui restent sans suite...- à L'Allier de SORIEUL	
18-janv	Courriel- à M.Marier de Christine GOSSELIN	Déneigement des rues

MÉMOIRE

Date	Titre du document	Résumé
1977	Sur le tourisme et la rue d'Auteil	Par le CCVQ et le Comité pour la protection de la rue d'Auteil
1977	Les transports au centre-ville	Sirois-Jolicoeur-Escojido
2000	Mémoire portant sur Dufferin-autobus touristique- terminal de croisière	
2000	Mémoire sur la politique du Patrimoine	

RAPPORT DES PRÉSIDENTS

<u>Date</u>	<u>Président</u>	<u>Résumé</u>
1998-1999	Christine Gosselin	La création d'un conseil de quartier Enquête Intervention publique- semi-publique Rencontres avec la ville, échange avec le conseiller municipal Développement d'un réseau de partenaire Développement d'une image positive Financement -Communication -Activités sociales - Administration et membership

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

<u>Date</u>	<u>Titre</u>	<u>Résumé</u>
1999	Le CCVQ réclame des actions concrètes dès 1999	Veut que la ville agisse
2002	Vivre dans le VQ: priorités recommandées à la ville	Satisfaction des citoyens face à la ville
2002	État précaire du nombre des habitants dans le VQ	Statistiques des habitants
2002	Composer habitation et tourisme incessant défi du Vieux-Québec	
2002	L'avenir du YMCA de Laurier	Objectif aux modifications du zonage
2003	Lancement de la revue <i>MursMurs</i>	
	Place de France: Appui et proposition du CCVQ	

PROCÈS-VERBAUX

<u>Date</u>	<u>Titre</u>
2000	Recrutement et sollicitation-Comité consultatif- bruit-
2000	Sécurité durant le Sommet des Amériques- Rapport annuel du président-
2001	Rapport financier- Rapport annuel du président-élection-
2002	Finance-CA-Moratoire sur les hôtels
2005	Clôture à neige- Communauto- Dufferin- Terminal-

ANNEXE IX-LES OBJECTIFS INITIAUX DU CCVQ

8 - OBJETS

Les objets pour lesquels la corporation est constituée sont les suivants:

Protéger et défendre les intérêts des citoyens résidents du Vieux-Québec dans la ville de Québec et, à cet effet:

- A) Promouvoir la qualité de l'environnement humain dans le Vieux-Québec;
- B) Fournir aux citoyens du Vieux-Québec, des moyens de prendre en main la responsabilité de leur environnement;
- C) Promouvoir la vie de quartier dans le Vieux-Québec;
- D) Sensibiliser et informer les citoyens du Vieux-Québec concernant les transformations de leur quartier;
- E) Mettre en œuvre des moyens pour empêcher que le Vieux-Québec soit détérioré et vidé de sa population résidente;
- F) Mettre sur pied des services communautaires à l'avantage et au bénéfice des citoyens du Vieux-Québec;

(source : CCVQ, 1991)

(Retranscription pour favoriser la lecture)

8-OBJETS

Les objets pour lesquels la corporation est constituée sont les suivants :

Protéger et défendre les intérêts des citoyens résidents du Vieux-Québec dans la ville de Québec et, à cet effet :

- a) Promouvoir la qualité de l'environnement humain dans le Vieux-Québec;
- b) Fournir aux citoyens du Vieux-Québec, des moyens de prendre en main la responsabilité de leur environnement;
- c) Promouvoir la vie de quartier dans le Vieux-Québec;
- d) Sensibiliser et informer les citoyens du Vieux-Québec concernant les transformations de leur quartier;
- e) Mettre en œuvre des moyens pour empêcher que le Vieux-Québec soit détérioré et vidé de sa population résidente;
- f) Mettre sur pied des services communautaires à l'avantage et au bénéfice des citoyens du Vieux-Québec.

RÉSOLUTION

Résolution N° _____

Il est résolu que les pouvoirs ou les objets les biens immobiliers ou les revenus en provenant la dénomination sociale les autres dispositions soient remplacés modifiés abrogés de la façon suivante:

"Les objets pour lesquels la corporation est constituée sont les suivants:

"Protéger et mettre en valeur l'arrondissement historique du Vieux-Québec,
inscrit en 1985 à la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, dans la perspective
d'un ensemble urbain vivant et habité, en veillant notamment aux conditions de la
fonction résidentielle dans son intégration aux autres fonctions qui animent et
caractérisent cet ensemble.

"A cette fin,

a) susciter chez les résidents, particuliers et institutions, la fierté

d'habiter le Vieux-Québec et aviver la conscience de leur responsabilité à

l'égard de cette part de l'héritage national et du patrimoine mondial;

b) informer et sensibiliser les résidents du Vieux-Québec à l'égard des

transformations de leur quartier;

c) promouvoir la qualité de la vie dans le Vieux-Québec, veiller à la

préservation et à l'aménagement de l'environnement naturel et bâti,

participer aux décisions relatives au développement du quartier;

d) favoriser la vie de quartier dans le Vieux-Québec;

e) instaurer des formes d'entraide et des services communautaires".

Copie certifiée de la résolution n° _____ de la corporation Comité des citoyens du

Vieux Québec Inc.

acceptée par

(joindre la copie appropriée):

au moins les 2/3 des membres;

au moins 2/3 en valeur des actions représentées par les actionnaires

présentés à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin et tenue le 14 juin 1989.

Jacques Lacombe